



## CHAPITRE 274

### Loi des valeurs mobilières

#### DÉFINITIONS

Interprétation:

« commission »;

« compagnie »;

« conseiller financier »;

« courtier »;

« émetteur de valeurs mobilières »;

1. Dans la présente loi, les termes suivants signifient ou désignent:

1° « commission »: la Commission des valeurs mobilières du Québec;

2° « compagnie »: toute association de personnes constituées en corporation;

3° « conseiller financier »: une personne ou une compagnie autre qu'un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières qui renseigne ou avise le public, directement ou au moyen de bulletins ou autres publications, sur l'état du marché des valeurs mobilières ou de certaines de ces valeurs; ou qui donne des conseils, fait des suggestions ou exprime des avis sur l'opportunité d'acheter ou de vendre des valeurs mobilières; ou qui publie ou fait publier des rapports au sujet de certaines valeurs mobilières; ou qui fait profession d'étudier, de surveiller ou d'administrer le portefeuille des valeurs de clients particuliers, ou de les conseiller relativement à la constitution et à l'administration d'un tel portefeuille et au placement de leurs fonds;

4° « courtier »:

a) une personne autre qu'un vendeur qui, directement ou par l'entremise d'un agent, consacre la totalité ou une partie de son temps au commerce des valeurs mobilières;

b) une compagnie ou une société qui fait ce commerce et leurs officiers;

5° « émetteur de valeurs mobilières »: une personne, une compagnie, une société ou une association quelconque de personnes qui fait le commerce de valeurs mobilières émises par elle-même;

## CHAPTER 274

### Securities Act

#### DEFINITIONS

1. In this act, the following terms mean or designate:

(1) "Commission": the Quebec Securities Commission;

(2) "company": any association of persons constituted as a corporation;

(3) "investment counsel": any person or company other than a broker or a security issuer who informs or advises the public, directly or through bulletins or other publications, as to the state of the market for securities or for certain securities; or who gives advice, makes suggestions or expresses opinions as to the expediency of buying or selling securities; or who publishes or causes to be published reports respecting certain securities; or who makes a business of studying, supervising or managing the securities portfolios of particular customers, or of advising them as to the constitution and management of such portfolios and as to the investment of their funds;

(4) "broker":

(a) any person other than a salesman who, directly or through an agent, devotes all or part of his time to trading in securities;

(b) any company or partnership so trading, and the officers thereof;

(5) "security issuer": any person, company, partnership or association of persons trading in securities of its or their own issue;

Interpretation:

"Commission";

"company";

"investment counsel";

"broker";

"security issuer";

- «enquêteur»; 6° « enquêteur »: une personne, y compris un membre de la commission, chargé par celle-ci de faire une enquête en vertu de la présente loi;
- «officier»; 7° « officier »: le président du conseil d'administration, le président, les vice-présidents, les secrétaires, les trésoriers, le directeur-gérant et le gérant général d'une compagnie ou d'une société;
- «personne»; 8° « personne »: un individu et toute association d'individus non constitués en corporation;
- «registraire»; 9° « registraire »: le registraire de la commission;
- «règlements»; 10° « règlements »: les règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'empire de la présente loi;
- «valeurs mobilières»; 11° « valeurs mobilières »:
- a) tout certificat, titre ou autre document constituant la preuve:
- d'un droit, d'une part ou d'un intérêt dans le capital, l'actif, les gains ou les profits d'une compagnie, existante ou projetée, ou d'une personne et notamment, mais non restrictivement, tout bon, billet, obligation, action, action-obligation ou titre quelconque de participation dans ce capital, cet actif, ces gains ou ces profits; ou
  - d'une souscription dans une compagnie projetée; ou
  - d'une convention stipulant qu'une somme d'argent reçue par une personne ou une compagnie sera remboursée ou considérée comme une souscription d'actions ou de participation dans le capital ou l'actif d'une entreprise, au gré de toute personne ou compagnie; ou
  - d'une participation ou d'un intérêt dans une association de légataires, d'héritiers ou de fidéicommissaires, dans des biens en fidéicommis, dans un contrat de placement de fonds ou dans une valeur bancaire ou fiduciaire; ou
  - d'une convention de partage de profits; ou
  - d'un intérêt dans un claim ou un bail d'huile, de gaz naturel ou de mine, ou dans une convention de vote en bloc d'actions d'une compagnie d'huile, de gaz naturel ou de mine; ou
  - d'un bail, d'un droit à des redevances ou de quelque autre intérêt relatif à une entreprise d'huile ou de gaz naturel;
- b) généralement tout certificat, titre ou document reconnu d'ordinaire dans le
- (6) "investigator": any person, including a member of the Commission, charged by the Commission with making an investigation under this act;
- (7) "officer": the chairman of the board of directors, the president, vice-presidents, secretaries, treasurers, managing director and general manager of a company or partnership;
- (8) "person": an individual and any association of persons not constituted as a corporation;
- (9) "registrar": the registrar of the Commission;
- (10) "regulations": the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under this act;
- (11) "securities":
- (a) any certificate, instrument or other document constituting evidence:
- of a right, share or interest in the capital, assets, earnings or profits of an existing or proposed company, or of a person and particularly, but not restrictively, any bond, note, debenture, share, debenture-stock or any title of participation in such capital, assets, earnings or profits; or
  - of a subscription in any proposed company; or
  - of an agreement providing that a sum of money received by a person or company will be repaid or treated as a subscription to shares or interests in the capital or assets of an undertaking at the option of any person or company; or
  - of a share or interest in an association of legatees, heirs or trustees, in a trust estate, in an investment contract or in a bankers' or trustees' security; or
  - of a profit-sharing agreement; or
  - of interest in an oil, natural gas or mining claim or lease or in a voting trust agreement of an oil, natural gas or mining company; or
  - of a lease, right to royalties or other interest respecting an oil or natural gas undertaking;
- (b) generally any certificate, instrument or document commonly known in the

commerce ou désigné par les règlements comme valeur mobilière;

c) tout certificat, titre ou autre document constituant la preuve d'un droit ou d'un intérêt dans une option consentie sur une valeur mobilière au sens des paragraphes précédents;

«ven-  
deur».

12° « vendeur »: une personne employée ou autorisée par un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières aux fins de faire le commerce de valeurs mobilières et toute personne agissant comme remisier. 3-4 Eliz. II, c. 11 a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 1; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 1.

trade as a security or designated as such by the regulations;

(c) any certificate, instrument or other document constituting evidence of a right or interest in an option given upon a security within the meaning of the preceding paragraphs;

(12) "salesman": any person employed or authorized by a broker or security issuer to deal in securities and any person acting as customer's man. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 1; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 1.

#### COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC

#### QUEBEC SECURITIES COMMISSION

Commis-  
sion cons-  
tituée.

**2.** Un organisme de surveillance et de contrôle du commerce des valeurs mobilières est constitué, sous le nom de *Commission des valeurs mobilières du Québec*, avec les pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la présente loi.

Compo-  
sition.

Cet organisme est composé de trois commissaires, nommés, durant bonne conduite, par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui désigne l'un d'eux pour remplir la fonction de président.

Traite-  
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine le traitement de ce dernier et celui des deux autres commissaires.

Alloca-  
tion.

Il est en outre alloué au président une allocation annuelle de mille dollars à titre de frais de représentation. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 2; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 2.

Rempla-  
cement.

**3.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'un commissaire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui nommer temporairement un remplaçant, aux conditions et moyennant la rémunération qu'il détermine. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 3.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

**4.** Les dispositions des articles 76, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97 et 100 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 20) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux commissaires.

Années  
pour fins  
de pen-  
sion.

Les années de service pendant lesquelles une personne, avant d'être nommée membre de la commission, a fait partie du service civil de la province lui sont comp-

**2.** A body for the supervision and control of trading in securities is constituted, under the name of *Quebec Securities Commission*, with the powers and functions assigned to it by this act.

Commis-  
sion con-  
stituted.

Such body shall be composed of three commissioners, appointed, during good behaviour, by the Lieutenant-Governor in Council, who shall designate one of them to hold the office of chairman.

Compo-  
sition.

The Lieutenant-Governor in Council shall determine the salary of the latter and that of the other two commissioners.

Salary.

In addition, the chairman shall receive an annual allowance of one thousand dollars for representation expenses. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 2; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 2.

Allow-  
ance.

**3.** In case of the absence or inability to act of a commissioner, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a person to replace him temporarily on such conditions and for such remuneration as he may determine. 3-4 Eliz. II, c. 11 s. 3.

Replace-  
ment.

**4.** The provisions of sections 76, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97 et 100 of the Courts of Justice Act (Chap. 20) shall apply to the commissioners, *mutatis mutandis*.

Provisions  
to apply.

The years of service during which a person was a member of the civil service of the Province before he was appointed a member of the Commission shall count

Years for  
pension  
purposes.

	tées pour les fins de sa pension comme commissaire. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 4; 8-9 Eliz. II, c. 51, a.3.	in his favour for the purposes of his pension as a commissioner. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 4; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 3.
Siège.	<b>5.</b> Le siège de la commission est à Montréal, mais elle tient à Québec un bureau où peuvent être valablement faites toute signification, production de documents, demande, requête et autre procédure émanant de la division d'appel établie suivant l'article 47 du Code de procédure civile. La commission peut tenir des séances à tout endroit de la province. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 5.	<b>5.</b> The seat of the Commission shall be in Montreal, but it holds in Quebec an office where may be made validly any service of writ, production of documents, request, petition and other procedure emanating from the division of appeal established in conformity with article 47 of the Code of Civil Procedure. The Commission may hold sittings at any place in the Province. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 5.
Quorum.	<b>6.</b> Le quorum de la commission est de deux membres.	<b>6.</b> The quorum of the Commission shall be two members.
Voix prépondérante.	Au cas de désaccord sur une décision à rendre, le président a voix prépondérante.	In case of disagreement on a decision to be rendered, the chairman shall have a casting vote.
Décision finale du président.	Lorsqu'une affaire est entendue, sans le concours du président, par les autres commissaires et que ceux-ci ne concourent pas dans une décision, l'affaire est référée au président avec diligence pour décision finale par celui-ci. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 6.	When a matter is heard, in the absence of the chairman, by the other commissioners and the latter do not agree on a decision, the matter shall be referred forthwith to the chairman for final decision by him. 3-4 Eliz. II, c. 11 s. 6.
Occupation exclusive.	<b>7.</b> Les commissaires doivent s'occuper exclusivement du travail de la commission et des devoirs de leur office; ils ne doivent exercer aucune autre profession ni remplir aucune autre fonction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 7.	<b>7.</b> The commissioners shall devote their full time to the work of the Commission and the duties of their office; they shall engage in no other calling nor shall they hold any other office. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 7.
Secrétaire général.	<b>8.</b> Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à la commission un secrétaire général dont il détermine les attributions et le traitement.	<b>8.</b> The Lieutenant-Governor in Council may appoint and attach to the Commission a secretary general, and shall determine his duties and his salary.
Devoirs.	Il peut lui confier l'exercice de la charge de registraire.	He may assign to the secretary general the duties of the office of registrar.
Idem.	Le secrétaire général remplit en outre tous autres devoirs qui lui sont assignés par la commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 8.	The secretary general shall also perform all such other duties as are assigned to him by the Commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 8.
Conseillers juridiques.	<b>9.</b> Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer et adjoindre à la commission des conseillers juridiques, aux conditions et moyennant la rémunération qu'il détermine. 3-4 Eliz. II, c. 11 a. 9.	<b>9.</b> The Lieutenant-Governor in Council may also appoint and attach to the Commission legal advisers, on such conditions and for such remuneration as he may determine. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 9.
Nominations, etc.	<b>10.</b> Un registraire, des experts, des comptables, des enquêteurs, des commis et tous autres employés jugés nécessaires	<b>10.</b> A registrar, experts, accountants, investigators, clerks and such other employees as are deemed necessary shall be

	sont nommés et rémunérés suivant la Loi du service civil (chap. 13), pour assister la commission dans l'exercice de ses fonctions.	appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (Chap. 13), to assist the Commission in the performance of its duties.
Devoirs du registraire.	Le registraire tient les registres d'enregistrement, il a la garde des archives et dossiers de la commission et des documents produits devant elle et il remplit tous autres devoirs qui lui sont assignés par les règlements et par la commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 10.	The registrar shall keep the registration registers, have charge of the records and files of the Commission and of the documents filed with it, and shall perform all other duties assigned to him by the regulations and by the Commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 10.
Intérêts prohibés.	<b>11.</b> Il n'est permis à aucun commissaire, ni au secrétaire général, ni au registraire, ni à aucun officier ou employé de la commission, sous peine de déchéance de sa charge, d'avoir un intérêt quelconque, directement ou indirectement, dans un commerce de valeurs mobilières ou dans une compagnie ou société faisant ce commerce.	<b>11.</b> No commissioner, nor the secretary general, nor the registrar nor any officer or employee of the Commission is permitted, on pain of dismissal from office, to have any interest whatsoever, directly or indirectly, in any trading in securities or in any company or partnership engaging in such trading.
Réserve.	Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 11.	Nevertheless, he shall not be so dismissed if such interest devolves to him by succession or by gift, provided that he renounce thereto or dispose thereof with diligence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 11.
Immunité.	<b>12.</b> Les commissaires, le secrétaire général, le registraire et les autres officiers et employés de la commission ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 12.	<b>12.</b> The commissioners, the secretary general, the registrar and the other officers and employees of the Commission cannot be judicially proceeded against by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 12.
Pas d'appel, etc.	<b>13.</b> Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, a) les décisions de la commission sont sans appel et ne peuvent être revisées par les tribunaux; b) aucun bref de <i>quo warranto</i> , de <i>mandamus</i> , de <i>certiorari</i> , de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre la commission ni contre aucun de ses membres agissant en leur qualité officielle; c) les dispositions de l'article 50 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la commission ni à ses membres agissant en leur qualité officielle. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 13.	<b>13.</b> Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith: (a) the decisions of the Commission shall be without appeal and cannot be reviewed by the courts; (b) no writ of <i>quo warranto</i> , of <i>mandamus</i> , of <i>certiorari</i> , of prohibition or injunction may be issued against the Commission or any of its members acting in their official capacity; (c) the provisions of article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Commission or to its members acting in their official capacity. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 13.
Commerce de valeurs mobilières.	COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES ET ENREGISTREMENT <b>14.</b> Constituent un commerce de valeurs mobilières:	TRADING IN SECURITIES AND REGISTRATION <b>14.</b> The following shall constitute trading in securities:



*a)* toute aliénation ou disposition, pour une considération onéreuse, d'une valeur mobilière, d'un intérêt dans une valeur mobilière ou d'une option sur une telle valeur, toute sollicitation pour obtenir une souscription à une valeur mobilière, pour une telle considération, toute obtention d'une telle souscription et toute tentative de faire quelque'un de ces actes;

*b)* toute souscription éventuelle à forfait d'une émission totale ou partielle de valeurs mobilières;

*c)* toute action, transaction, annonce, conduite ou négociation autre qu'une négociation préliminaire ayant pour objet ou pour effet de réaliser, directement ou indirectement, quelque'une des opérations visées par les sous-paragraphes *a* et *b* ou qualifiées par les règlements comme constituant un commerce de valeurs mobilières. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 14; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 3.

*(a)* any alienation or disposal, for a valuable consideration, of a security or of an interest in or option on a security, any solicitation for or obtaining of a subscription to a security for such a consideration and any attempt to do any of the aforesaid acts;

*(b)* any underwriting of all or part of an issue of securities;

*(c)* any act, transaction, advertisement, conduct or negotiation other than a preliminary negotiation for the purpose or having the effect of carrying out, directly or indirectly, any operation contemplated in sub-paragraphs *a* and *b* or defined by the regulations as constituting a trade in securities. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 14; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 3.

Catégories d'enregistrements.

**15.** Il y a quatre catégories d'enregistrements en vertu de la présente loi: celui de courtier, celui d'émetteur de valeurs mobilières, celui de conseiller financier et celui de vendeur. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 15.

**15.** There shall be four classes of registration under this act: as a broker, as a security issuer, as an investment counsel and as a salesman. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 15.

Enregistrements requis.

**16.** Nul ne peut

*a)* faire le commerce de valeurs mobilières à moins d'être enregistré comme courtier, émetteur de valeurs mobilières ou vendeur pour un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières enregistrés comme tels;

*b)* agir comme employé, officier ou agent d'une personne ou compagnie relativement au commerce de valeurs mobilières fait par cette personne ou compagnie, à moins d'être lui-même enregistré comme courtier ou à moins que cette personne ou cette compagnie ne soit enregistrée comme courtier ou comme émetteur de valeurs mobilières;

*c)* agir comme conseiller financier sans être enregistré comme tel;

*d)* agir comme vendeur pour une personne ou une compagnie, relativement au commerce de valeurs mobilières fait par cette personne ou compagnie, à moins d'être enregistré comme vendeur pour un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières dûment enregistrés.

L'enregistrement comme émetteur de valeurs mobilières ne donne à son déten-

**16.** No one shall:

*(a)* trade in any security unless he is registered as a broker or security issuer or as salesman for a broker or security issuer registered as such;

*(b)* act as an employee, officer or agent of a person or company in connection with trading in any security by such person or company, unless he himself or such person or company is registered as a broker or as a security issuer;

*(c)* act as investment counsel without being registered as such;

*(d)* act as salesman for a person or company, in connection with trading in any security by such person or company, unless he is registered as a salesman for a duly registered broker or security issuer.

Registrations required.

Restriction.

Registration as a security issuer shall not give the holder thereof the right to

Restriction.

teur le droit d'accomplir aucun des actes mentionnés aux paragraphes 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup> de l'article 1 ou à l'article 14 à l'égard d'autre valeurs mobilières que celles qu'il a lui-même émises.

Infraction.

Toute personne ou compagnie qui fait l'une des opérations mentionnées au présent article sans l'enregistrement requis ou alors que cet enregistrement est suspendu se rend coupable d'infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 16; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 2; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 4.

Associé.

**17.** Lorsqu'une personne ou une compagnie est enregistrée comme courtier, émetteur de valeurs mobilières ou conseiller financier, tout associé de cette personne ou officier de cette compagnie peut, sans enregistrement distinct, agir au nom et pour le compte de la personne dont il est l'associé ou de la compagnie dont il est l'officier, si, lors de l'enregistrement de cette personne ou de cette compagnie, la commission a donné son autorisation à cet effet. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 17.

Autorisation pour être associé.

**18.** Sauf dans le cas où la commission a donné, lors d'un enregistrement, l'autorisation prévue par l'article 17, un particulier qui, après l'enregistrement d'une société, d'une association ou d'une compagnie, devient membre de cette société ou association, ou officier de cette compagnie, ne peut faire le commerce de valeurs mobilières en cette qualité d'associé ou d'officier, à moins que la société, l'association ou la compagnie en question n'ait reçu de la commission une autorisation écrite à cette fin.

Infraction.

Toute contravention aux dispositions du présent article constitue une infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 18.

Enregistrement suspendu.

**19.** Lorsqu'une personne enregistrée comme vendeur pour le compte d'un courtier ou d'un émetteur de valeurs mobilières cesse d'agir pour ce courtier ou cet émetteur de valeurs mobilières, son enregistrement est par le fait même suspendu jusqu'à ce que la commission ait reçu un avis écrit de l'engagement de ce vendeur par un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières enregistré et que la commission ait approuvé cet engagement. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 19.

do any of the things mentioned in paragraphs 3, 4 and 12 of section 1 or in section 14, with respect to securities other than those which such holder itself has issued.

Every person or company doing any of the things mentioned in this section without the required registration or when such registration is suspended commits an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 16; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 2; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 4.

Offence.

**17.** Where a person or company is registered as a broker, security issuer or investment counsel, every partner of such person or officer of such company may, without separate registration, act in the name and on behalf of the person whose partner he is or of the company of which he is an officer, if such action was authorized by the Commission when such person or company was registered. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 17.

Partner.

**18.** Except in the case where the Commission has given, at the time of registration, the authorization contemplated in section 17, no individual who becomes a member of a partnership or association or an officer of a company after the registration of such partnership, association or company, may trade in securities as such partner or officer unless the partnership, association or company concerned has received from the Commission written authorization for such purpose.

Authorization to be deemed partner.

Every contravention of the provisions of this section shall constitute an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 18.

Offence.

**19.** Where a person registered as a salesman for a broker or security issuer ceases to act for such broker or security issuer, his registration shall be suspended *ipso facto* until the Commission has received written notice of the employment of such salesman by a registered broker or security issuer and such employment has been approved by the Commission. 3-4 Eliz. II, c. 11 s. 19.

Registration suspended.

Enregist-  
rement  
non  
requis.

**20.** Aucun enregistrement n'est requis pour les ventes et transactions suivantes de valeurs mobilières:

a) une vente faite en justice ou par un exécuteur testamentaire, un tuteur, un curateur, un fidéicommissaire, le curateur public, un syndic de faillite ou un liquidateur, en vertu d'une autorisation judiciaire ou d'une disposition législative;

b) une vente ou une transaction isolée par le propriétaire ou pour son compte, lorsqu'elle n'est pas faite au cours de transactions continues et successives de même nature, ni par une personne dont l'occupation habituelle est le commerce de valeurs mobilières;

c) une vente faite, dans l'exercice de ses fonctions, par un officier ou employé de Sa Majesté aux droits du Canada ou d'une province canadienne, ou par un officier ou un employé d'une commission constituée en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature d'une province;

d) une vente faite de bonne foi par un créancier gagiste ou pour son compte, dans le cours ordinaire des affaires, d'une valeur donnée en garantie d'une dette contractée de bonne foi, dans le but de liquider celle-ci;

e) sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa du présent article, l'émission, la distribution ou la vente d'actions, obligations ou autres valeurs mobilières d'une compagnie à ses seuls actionnaires enregistrés ou, dans le cas d'une compagnie constituée sans but lucratif, à ses seuls membres, ou, dans l'un et l'autre cas, aux détenteurs de valeurs mobilières émises par elle, pourvu qu'aucune commission ou rémunération ne soit payée ou accordée à cet égard, sauf qu'une compensation équivalant aux déboursés estimés ou encourus peut être payée à toute personne ou compagnie enregistrée avec la commission, pour services rendus relativement à une telle émission, distribution ou vente;

f) sous réserve des dispositions du dernier alinéa du présent article, l'échange, par une compagnie ou pour son compte, de valeurs mobilières émises par elle pour des valeurs mobilières d'une autre compagnie, déjà émises ou à l'être, pour les fins de la fusion et de l'amalgamation de

**20.** No registration shall be required for the following sales of and transactions in securities: Registra-  
tion not  
required.

(a) a judicial sale or a sale by a testamentary executor, tutor, curator, trustee, the public curator, a trustee in bankruptcy or liquidator, under judicial authorization or any legislative provision;

(b) an isolated sale or transaction by or on behalf of the owner, where such sale is not made in the course of continued and successive transactions of a like nature nor by a person whose usual occupation is trading in securities;

(c) a sale made in the performance of his duties by an officer or employee of Her Majesty in the right of Canada or of any Canadian province, or by an officer or employee of a commission constituted under an act of the Parliament of Canada or of the Legislature of a province;

(d) a sale made in good faith by a creditor-pledgee or for his account, in the ordinary course of business, of any security pledged as security for a debt contracted in good faith, for the purpose of liquidating such debt;

(e) subject to the provisions of the penultimate paragraph of this section, the issuance, distribution or sale of shares, debentures or other securities of a company exclusively to its registered shareholders or, in the case of a company incorporated without pecuniary gain, to its members only, or, in either case, to the holders of securities issued by it, provided that no commission or remuneration is paid or allowed in connection therewith, except that a compensation equal to the disbursements estimated or incurred may be paid to any person or company registered with the Commission, for services rendered with respect to such issuance, distribution or sale;

(f) subject to the provisions of the last paragraph of this section, the exchange by or on behalf of one company, of securities issued by it for securities of another company, already issued or to be issued, for the purpose of merging and amalgamating such companies or of reorganizing



ces compagnies ou de la réorganisation de l'une d'elles ou, à la discrétion de la commission, pour toute autre fin;

g) les ventes de valeurs mobilières à des compagnies d'assurance ou de fidéi-commis ou à des banques à charte;

h) les ventes ou transactions nommément soustraites par les règlements à l'application de l'article 16.

Exemption d'enregistrement.

La commission peut aussi, à sa discrétion, accorder une exemption d'enregistrement lorsqu'il s'agit d'une émission de valeurs mobilières vendue en entier à un ou des courtiers enregistrés, pourvu que la permission prévue par l'article 50 ait été accordée à l'égard de cette émission dans les cas où une telle permission est requise.

Exemption à certaines compagnies.

La commission peut en outre accorder à une compagnie ou corporation une exemption d'enregistrement pour l'émission, la distribution et la vente d'actions de son capital à ses officiers, administrateurs, et employés ou aux officiers, administrateurs et employés de ses filiales.

Lorsqu'une compagnie ou une corporation projette une émission, une distribution ou une vente de valeurs mobilières dans un cas visé par les dispositions du paragraphe e du présent article, elle doit en donner à la commission un avis indiquant la date, le montant, la nature et les conditions de l'émission, distribution ou vente projetée; la commission peut alors, à sa discrétion, soit ne pas s'objecter à cette émission, distribution ou vente projetée, soit décider qu'elle ne peut avoir lieu à moins que la compagnie ou corporation ne demande et n'obtienne son enregistrement comme émetteur de valeurs mobilières; et cette émission, distribution ou vente projetée ne peut avoir lieu que si la commission informe par écrit la compagnie ou corporation qu'elle ne s'y objecte pas ou qu'elle lui accorde l'enregistrement et la permission nécessaires à cette fin.

Avis requis au cas d'émission d'échange.

Lorsqu'une compagnie ou une corporation projette une émission de valeurs mobilières, dans un cas d'échange visé par les dispositions du paragraphe f du présent article, elle doit en donner à la commission un avis indiquant la date, le montant, la nature et les conditions de l'émission et de l'échange projetés; la

one of them or, at the discretion of the Commission, for any other purpose;

(g) sales of securities to insurance or trust companies or to chartered banks;

(h) sales or transactions specifically exempted by the regulations from the application of section 16.

The commission may also, at its discretion, grant an exemption from registration in the case of an issue of securities sold *en bloc* to one or more registered brokers, provided that the permission contemplated by section 50 has been given with respect to such issue whenever such permission is required.

Exemption from registration.

The Commission may furthermore grant to a company or corporation an exemption from registration for the issuance, distribution and sale of shares of its capital to its officers, directors and employees or to the officers, directors and employees of its affiliates.

Exemption for certain companies.

When a company or corporation plans an issue, distribution or sale of securities in a case contemplated by the provisions of paragraph e of this section, it must give the Commission a notice indicating the date, amount, nature and conditions of the proposed issue, distribution or sale; the Commission may then, at its discretion, either not object to such proposed issue, distribution or sale or decide that it shall not take place unless the company or corporation applies for and obtains registration as a security issuer; and such proposed issue, distribution or sale shall not take place unless the Commission informs the company or corporation in writing that it does not object thereto or that it grants the registration and permission necessary for such purpose.

When a company or corporation plans an issue of securities, in a case of exchange contemplated by the provisions of paragraph f of this section, it must give the Commission notice thereof indicating the date, amount, nature and conditions of the proposed issue and exchange; the Commission may then, at its discretion,

Notice required in case of exchange.

commission peut alors, à sa discrétion, ne pas s'objecter à l'émission et à l'échange projetés, ou décider qu'ils ne peuvent avoir lieu à moins que la compagnie ou corporation ne demande et n'obtienne son enregistrement comme émetteur de valeurs mobilières; et l'émission et l'échange projetés ne peuvent avoir lieu que si la commission informe par écrit la compagnie ou corporation qu'elle ne s'y objecte pas ou qu'elle lui accorde l'enregistrement et la permission nécessaires à cette fin. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 20; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 3; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 5; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 4.

either not object to the proposed issue and exchange or decide that they shall not take place unless the company or corporation applies for and obtains registration as a security issuer; and the proposed issue and exchange shall not take place unless the Commission informs the company or corporation in writing that it does not object thereto or that it grants the registration and permission necessary for such purpose. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 20; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 3; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 5; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 4.

Enregistrement non requis.

**21.** Aucun enregistrement n'est requis de l'émetteur de valeurs mobilières dans le cas des titres suivants:

- a) ceux dans lesquels les fonds possédés en fidéicommis peuvent être placés en vertu des dispositions du Code civil;
- b) ceux dont l'émission et la mise en circulation doivent être approuvées par la Régie de l'électricité et du gaz;
- c) les billets à ordre ou effets de commerce payables à demande ou échéant au plus tard à un an de leur date;
- d) toute catégorie de valeurs mobilières dont le commerce est expressément soustrait par les règlements à l'application de l'article 16.

Exemptions.

La commission peut, lorsqu'elle le juge à propos, accorder une exemption d'enregistrement pour des émissions de valeurs mobilières faites dans une autre province du Canada et dans laquelle les fonds possédés en fidéicommis peuvent être placés en vertu des lois de ladite province.

Exemption.

Elle peut de plus, à sa discrétion, accorder une exemption d'enregistrement dans le cas de valeurs mobilières cotées ou que l'on a convenu de coter à une bourse reconnue.

Idem.

Elle peut de plus, à sa discrétion, accorder une exemption d'enregistrement pour la vente de certaines valeurs mobilières faisant partie d'émissions auxquelles s'appliquent les dispositions précédentes du présent article. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 21; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 4; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 6; 7-8 Eliz. II, c. 11, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 5.

**21.** No registration shall be required of the security issuer in the case of the following securities: Registration not required.

- (a) those in which trust funds may be invested under the provisions of the Civil Code;
- (b) those of which the issuance and putting into circulation must be approved by the Electricity and Gas Board;
- (c) promissory notes or commercial paper payable on demand or maturing not more than one year from the date thereof;
- (d) any class of securities trading in which is specifically exempted by the regulations from the application of section 16.

The Commission, when it deems it expedient, may grant an exemption from registration for issues of securities made in another province of Canada and in which trust funds may be invested under the laws of the said province. Exemptions.

It may also, at its discretion, grant an exemption from registration in the case of securities quoted or which it has been agreed to quote on a recognized stock exchange. Exemptions.

It may also, at its discretion, grant an exemption from registration for the sale of certain securities forming part of issues to which the foregoing provisions of this section apply. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 21; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 4; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 6; 7-8 Eliz. II, c. 11, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 5. Idem.

Enregis-  
trement  
de con-  
seiller  
financier  
non  
requis.

**22.** L'enregistrement de conseiller financier n'est pas requis

a) d'un membre d'un corps professionnel légalement constitué qui, dans l'exercice ordinaire de sa profession, donne occasionnellement des avis de nature financière;

b) d'un éditeur de journal, magazine ou autre périodique de nouvelles d'affaires ou de finance, de tirage général et payé, publiés de bonne foi et distribués, pour considération, à ses seuls abonnés ou acheteurs, qui donne des avis comme conseiller en placements ou conseiller financier au moyen seulement de telles publications et qui n'a aucun intérêt, ni direct ni indirect, dans aucune des valeurs mobilières au sujet desquelles il donne son avis et ne reçoit aucune commission ni autre considération pour ses avis et ne donne ceux-ci qu'à titre incident dans le cours de ses affaires comme éditeur;

c) d'une banque, d'une société de prêts, d'une caisse d'épargne et de crédit, d'une compagnie de fidéicommis ou d'une compagnie d'assurance;

d) d'une personne ou d'une compagnie reconnue par les règlements comme n'étant pas un conseiller financier au sens de la présente loi. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 22; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 6; 11-12 Eliz. II, c. 57, a. 112.

Emploi de  
personne  
non enre-  
gistrée  
interdit.

**23.** Il est interdit à tout courtier et à tout émetteur de valeurs mobilières d'employer comme vendeur, directement ou indirectement, une personne non enregistrée comme tel pour ce courtier ou cet émetteur de valeurs mobilières.

Infrac-  
tion.

Toute contravention aux dispositions du présent article constitue une infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 23.

Pouvoirs  
de la com-  
mission  
en ce qui  
a trait aux  
enregis-  
trements.

**24.** L'octroi des enregistrements prévus par la présente loi relève de la juridiction de la commission.

Elle peut les accorder, les refuser, les suspendre, les révoquer et les remettre en vigueur, à sa discrétion.

Elle peut, lorsqu'elle le considère opportun dans l'intérêt public, donner, en la manière qu'elle juge convenable, un avis public de tout refus et de toute révocation ou suspension d'enregistrement.

La commission ne peut accorder aucun enregistrement à un requérant qui n'est

**22.** Registration as an investment counsel shall not be required of:

Registra-  
tion as in-  
vestment  
counsel  
not re-  
quired.

(a) a member of a legally constituted professional body who occasionally gives financial advice in the ordinary practice of his profession;

(b) a publisher of a newspaper or business or financial journal, magazine or other periodical of general paid circulation, published in good faith and distributed, for a consideration, exclusively to subscribers or purchasers, who gives advice as an investment or financial counsel solely through such publications and who has no interest, direct or indirect, in any of the securities respecting which he gives advice and receives no commission or other consideration for his advice and gives the same only incidentally in the course of his business as a publisher;

(c) a bank, a loan society, a savings and credit union, a trust company or an insurance company;

(d) a person or company recognized by the regulations as not being an investment counsel within the meaning of this act. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 22; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 6; 11-12 Eliz. II, c. 57, s. 112.

**23.** No broker or security issuer shall employ, directly or indirectly, any person as salesman who is not registered as such for such broker or security issuer.

Employ-  
ment of  
unregis-  
tered  
person  
prohi-  
bited.

Every contravention of the provisions of this section shall constitute an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 23.

**24.** The granting of registration as contemplated by this act shall be under the jurisdiction of the Commission.

Powers of  
commis-  
sion re-  
specting  
registra-  
tions.

It may grant, refuse, suspend, cancel or reinstate the same, at its discretion.

It may, whenever it deems it expedient in the public interest, give public notice in such manner as it deems advisable of any refusal, cancellation or suspension of registration.

The Commission shall not grant registration to an applicant not qualified for

pas dans les conditions requises par les règlements pour l'obtenir. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 24.

registration as required by the regulations. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 24.

Durée  
des enre-  
gistre-  
ments.

**25.** Sous réserve des dispositions de l'article 24 et du deuxième alinéa du présent article, ces enregistrements sont annuels et ils expirent le trentième jour d'avril suivant; ils peuvent, à la discrétion de la commission, être renouvelés, d'année en année, à compter du trente avril.

**25.** Subject to the provisions of section 24 and of the second paragraph of this section, such registration shall be annual and shall expire on the following thirtieth day of April; it may, at the discretion of the Commission, be renewed, from year to year, from and after the thirtieth of April.

Duration  
of regis-  
tration.

Idem.

La commission peut toutefois  
a) révoquer ces enregistrements et leurs renouvellements en tout temps avant le trente avril;

The Commission may, nevertheless  
(a) revoke such registration and the renewal thereof at any time before the thirtieth of April;

Idem.

b) accorder des enregistrements pour prendre effet à la date qu'elle spécifie et expirer le trente avril suivant, sans préjudice du droit de révocation stipulé au paragraphe a du présent alinéa;

(b) grant registration to take effect on such date as it may specify and to expire on the following thirtieth of April, without prejudice to the right of revocation provided for in sub-paragraph a of this paragraph;

c) dans le cas d'un émetteur de valeurs mobilières ou d'un vendeur agissant pour le compte de celui-ci, accorder un enregistrement pour une période déterminée de moins d'un an entre le trente avril d'une année et la même date de l'année suivante. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 25; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 5; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 7.

(c) in the case of a security issuer or of a salesman acting on behalf of a security issuer, grant registration for a specified period of less than one year between the thirtieth of April of one year and the same date of the following year. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 25; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 5; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 7.

Enregis-  
trement  
restreint.

**26.** L'enregistrement peut être restreint au commerce de certaines valeurs mobilières ou de certaines catégories de valeurs mobilières et être accordé à des conditions particulières que détermine la commission.

**26.** Registration may be limited to trading in certain securities or certain classes of securities and may be granted on special conditions as determined by the Commission.

Limited  
registra-  
tion.

Infrac-  
tion.

Se rend coupable d'infraction toute personne ou compagnie qui fait le commerce de valeurs mobilières autres que celles pour lesquelles il a obtenu l'enregistrement ou qui viole quelque une des conditions auxquelles cet enregistrement lui a été accordé. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 26.

Every person or company trading in securities other than those for which he or it has been registered, or violating any of the conditions on which such registration was granted, shall be guilty of an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 26.

Offence.

Mode  
d'enregis-  
trement.

**27.** L'enregistrement se fait au moyen de l'inscription, dans un registre tenu à cette fin, du nom du requérant et de l'endroit où les significations peuvent lui être faites dans la province.

**27.** Registration shall be effected by entering, in a register kept for the purpose, the name of the applicant and the place where service may be made upon him in the Province.

How  
regis-  
tration  
effected.

Accès au  
public.

Ce registre peut être consulté par le public pendant les heures de bureau de la commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 27; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 6.

Such register may be examined by the public during the office hours of the Commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 27; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 6.

Open to  
public.

Deman-  
des par  
écrit.

**28.** Les demandes d'enregistrement doivent être faites par écrit, sur des formules fournies par la commission, et être accompagnées des honoraires prescrits par les règlements et des cautionnements exigés par la loi ou la commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 28; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 7.

Avis.

**29.** Tout requérant doit indiquer dans sa demande l'endroit où des avis peuvent lui être transmis et les significations lui être faites dans la province, qu'il y soit domicilié ou non. Les avis donnés en vertu de la présente loi ou des règlements lui sont valablement transmis et les procédures judiciaires, valablement signifiées s'ils le sont à cet endroit. Ces avis peuvent lui être transmis par poste recommandée. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 29.

Rensei-  
gnements.

**30.** La commission peut en tout temps exiger qu'un requérant ou une personne ou compagnie enregistrée lui fournisse, dans un délai qu'elle spécifie, tout renseignement ou document supplémentaire et exiger la confirmation, par affidavit ou autrement, de tout renseignement demandé ou déjà fourni. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 30.

Caution-  
nement.

**31.** Tout requérant qui sollicite un enregistrement de courtier, d'émetteur de valeurs mobilières ou de conseiller financier doit fournir, avec sa demande, un cautionnement pour le temps et au montant que fixe la commission, mais qui ne doit pas être inférieur à mille dollars, souscrit par lui-même ou, selon le cas, par la personne ou la compagnie qu'il représente.

La commission peut en outre, lorsqu'elle le juge à propos,

a) exiger qu'un cautionnement additionnel, au montant qu'elle détermine, soit fourni par le requérant ou, selon le cas, par la personne ou la compagnie qu'il représente, ou par une personne ou une compagnie déjà enregistrée;

b) exiger d'un requérant qui sollicite un enregistrement de vendeur un cautionnement, pour le temps et le montant et aux conditions que la commission détermine.

Mode.

Ces cautionnements sont fournis au moyen d'un dépôt en espèces entre les mains de la commission, ou par police de garantie d'une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la

**28.** Application for registration shall be made in writing on forms provided by the Commission and shall be accompanied by the fees prescribed by the regulations and the security required by law or by the Commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 28; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 7.

Applica-  
tions in  
writing.

**29.** Every applicant shall indicate in his application the place where notices may be sent to him and service made upon him in the Province, whether he is domiciled therein or not. Notices under this act or the regulations shall be validly sent and legal proceedings shall be validly served if sent to or served at such place. Such notice may be sent to the applicant by registered mail. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 29.

Notices.

**30.** The Commission may at any time require an applicant or a registered person or company to furnish it, within a specified delay, with any additional information or document and may require verification by affidavit or otherwise of any information demanded or previously given. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 30.

Informa-  
tion.

**31.** Every applicant for registration as a broker, security issuer or investment counsel shall furnish, with his application, security for the time and in the amount set by the Commission and which shall not be less than one thousand dollars given by the applicant himself or by the person or company he represents, as the case may be.

Security.

The Commission, when it deems it expedient, may also:

(a) require that additional security, in an amount determined by it, be furnished by the applicant or by the person or company he represents, as the case may be, or by a person or company already registered;

(b) require of an applicant for registration as a salesman security for the time, in such amount and on such conditions as the Commission may determine.

Such security shall be furnished by means of a deposit of cash in the hands of the Commission or by a guarantee policy of a company authorized to act as judicial surety under the Guarantee Companies

Mode.



Loi des compagnies de garantie, ou de toute autre manière que détermine la commission.

Cautionnement  
gardé en  
fidéicom-  
mis.

Lorsque le cautionnement est fourni au moyen d'un dépôt en espèces ou en obligations, la commission transmet les unes ou les autres, selon le cas, au ministre des finances, qui les garde en fidéicomis pour en disposer conformément à la présente loi. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 31; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 8; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 7; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 8.

Forfeiture.

**32.** Tout cautionnement visé par l'article 31 est forfait sur émission d'un certificat de la commission attestant que le courtier, l'émetteur de valeurs mobilières, le conseiller financier ou le vendeur en faveur de qui le cautionnement a été donné, ou que tout officier du courtier, de l'émetteur de valeurs mobilières ou du conseiller financier concerné, a été, relativement au commerce d'une valeur mobilière,

- a) convaincu d'une offense criminelle, ou
- b) trouvé coupable d'un acte frauduleux au sens de la présente loi, par jugement d'un tribunal de juridiction civile ou pénale. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 32.

Paiement.

**33.** Si le cautionnement déclaré forfait en vertu de l'article 32 a été fourni au moyen d'un dépôt en espèces, le montant en devient payable à la commission, sans autre procédure; s'il a été fait d'une autre manière, une copie conforme du certificat de forfeiture émis par la commission est produite au greffe de la Cour de magistrat, à Montréal; le greffier y inscrit aussitôt la date de sa réception et rend jugement en faveur de la commission, ordonnant à la caution de lui en payer le montant. Ce jugement est exécutoire, à l'instance de la commission, de la même manière que tout autre jugement rendu par la Cour de magistrat. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 33.

Montants  
reçus.

**34.** La commission doit transmettre sans délai au ministre des finances tout montant qu'elle reçoit par suite de la forfeiture d'un cautionnement. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 34.

Act, or in any other manner determined by the Commission.

When security is furnished by means of a deposit of cash or bonds, the Commission shall forward the cash or bonds, as the case may be, to the Minister of Finance, who shall hold the same in trust to be disposed of in accordance with this act. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 31; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 8; 5-6 Eliz. I., c. 34, s. 7; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 8.

Security  
held in  
trust.

**32.** Any security contemplated in section 31 shall be forfeited upon the issue of a certificate by the Commission that the broker, security issuer, investment counsel or salesman for whom the security was given or that any officer of the broker, security issuer or investment counsel concerned has, in connection with trading in a security, been:

Forfeiture.

- (a) convicted of a criminal offence; or
- (b) found guilty of a fraudulent act within the meaning of this act, by judgment of a court of civil or penal jurisdiction. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 32.

**33.** If the security declared forfeited under section 32 was given by means of a cash deposit, the amount thereof shall become payable to the Commission without further proceeding; if it was given in another manner, a true copy of the certificate of forfeiture issued by the Commission shall be filed in the office of the Magistrate's Court at Montreal; the clerk shall forthwith enter thereon the date of its receipt and shall render judgment, ordering the surety to pay the amount thereof to the Commission. Such judgment shall be executory at the instance of the Commission, in the same manner as any other judgment rendered by the Magistrate's Court. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 33.

Payment.

**34.** The Commission must forward without delay, to the Minister of Finance, every amount received upon the forfeiture of any security. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 34.

Sums  
received.

## ACTES FRAUDULEUX ET ENQUÊTES

## FRAUDULENT ACTS AND INVESTIGATIONS

Actes  
fraudu-  
leux.

**35.** Constituent un acte frauduleux au sens de la présente loi:

*a)* toute fausse représentation faite intentionnellement, par écrit, par la parole, la conduite ou de quelque autre manière, d'un fait important, passé ou actuel, et toute omission intentionnelle de faire connaître un tel fait;

*b)* toute affirmation ou promesse, quant à l'avenir, qui dépasse les prévisions raisonnables et qui n'est pas faite de bonne foi;

*c)* tout commerce fictif ou simulé de valeurs mobilières;

*d)* l'obtention ou la tentative d'obtenir, directement ou indirectement, par le commerce de valeurs mobilières, une commission, des honoraires ou des profits bruts incompatibles avec les usages du commerce, ou avec les méthodes d'affaires généralement reconnues comme équitables, ou avec un développement sain du commerce, de l'industrie, des ressources naturelles ou de toute autre branche de l'activité économique;

*e)* sous réserve du dernier alinéa du présent article, toute promesse ou représentation, écrite ou verbale, faite par un courtier, un émetteur de valeurs mobilières ou un vendeur, en vue d'induire une personne à acquérir une valeur mobilière, en lui déclarant qu'elle sera rachetée ou revendue par ce courtier, cet émetteur de valeurs mobilières ou ce vendeur, ou par une autre personne ou compagnie, ou que le prix de vente de cette valeur mobilière sera, en totalité ou en partie, remboursé à l'acheteur de quelque manière;

*f)* toute promesse ou représentation, écrite ou verbale, faite par un courtier, un émetteur de valeurs mobilières ou un vendeur, en vue d'induire une personne à acquérir une valeur mobilière, en lui déclarant, sans excuse raisonnable, que celle-ci sera cotée à une bourse;

*g)* le fait, lors d'une transaction spéculative dangereusement risquée ayant pour objet des valeurs mobilières, d'abuser de la crédulité, de l'ignorance, de la faiblesse ou de l'inexpérience notoire des affaires d'une personne incapable de juger du risque inhérent à la transaction, et de lui causer ainsi un préjudice grave;

**35.** The following are fraudulent acts within the meaning of this act: Fraudulent acts.

*(a)* any false representation made intentionally, in writing, orally, by conduct or in any other manner, of a material fact, past or present, and any intentional omission to disclose such fact;

*(b)* any affirmation or promise respecting the future, which is beyond reasonable expectation and is not made in good faith;

*(c)* any fictitious or pretended trade in securities;

*(d)* obtaining or attempting to obtain, directly or indirectly, through trading in securities, any commission, fees or gross profit incompatible with the practice of the trade or with business methods generally recognized as equitable, or with the sound development of trade, industry, natural resources or any other branch of the economic field;

*(e)* subject to the last paragraph of this section, any promise or representation, written or oral, made by a broker, security issuer or salesman with a view to inducing a person to acquire a security by representing to him that it will be repurchased or resold by such broker, security issuer or salesman, or by another person or company, or that the whole or part of the price of sale of such security will be reimbursed to the purchaser in any manner;

*(f)* any promise or representation, written or oral, made by a broker, security issuer or salesman with a view to inducing a person to acquire a security by representing to him, without reasonable excuse, that it will be quoted on a stock exchange;

*(g)* upon the occasion of a dangerously hazardous speculative transaction respecting securities, to abuse the credulity, ignorance, weakness or manifest inexperience in business of a person incapable of estimating the risk involved in the transaction, and so to cause him serious prejudice;

*h)* toute fausse déclaration intentionnelle ayant trait à un fait important, contenue dans une demande d'enregistrement, des documents, une déposition ou des renseignements soumis ou donnés à la commission, à ses représentants ou au registraire en vertu des dispositions de la présente loi ou des règlements, ou dans un prospectus ou une autre publication ayant trait à des valeurs mobilières et destinée à l'information du public;

*i)* en général, tout artifice, marché, stratagème, prospectus, circulaire, publication, annonce, méthode d'affaires ou acte employés pour obtenir de l'argent, des profits ou des biens par l'un quelconque des moyens ci-dessus mentionnés ou par quelque autre moyen illégal;

*j)* tout autre acte ou omission ayant trait au commerce des valeurs mobilières et qualifié d'actes frauduleux par les règlements.

Restriction.

Les dispositions du paragraphe *e* du présent article ne s'appliquent pas à une déclaration faite par un courtier, un émetteur de valeurs mobilières ou un vendeur, à l'effet que la valeur mobilière vendue ou offerte en vente est rachetable ou remboursable par la compagnie qui l'a émise, si cette déclaration est exacte. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 35; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 8; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 9.

Interrogatoire.

**36.** La commission peut, en tout temps, de son chef ou à la suite d'une plainte, faire toute enquête, interroger toute personne, exiger tout renseignement et examiner tout document ou pièce, afin de se rendre compte si un acte frauduleux ou une infraction à la présente loi ou aux règlements a été commise ou est sur le point de l'être.

Autorisation.

Elle peut aussi autoriser, par écrit, toute personne, y compris un commissaire, à faire pour elle de telles enquêtes. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 36; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 9.

Dispositions applicables.

**37.** Le premier alinéa de l'article 6 et les articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la Loi des commissions d'enquête (chap. 11) s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces enquêtes.

Serment.

Quand elles sont faites par une personne autre qu'un commissaire, elle doit prêter, devant un juge de district ou un membre

(*h*) any deliberate false declaration relating to a material fact, contained in any registration application, document, statement or information submitted or given to the Commission, its representatives or the registrar under the provisions of this act or of the regulations, or in a prospectus or other publication relating to securities and intended for the information of the public;

(*i*) generally any artifice, bargain, stratagem, prospectus, circular, publication, advertisement, business method or act employed to obtain money, profit or property by any of the above mentioned means or by any other unlawful means;

(*j*) any other act or omission relating to trading in securities and described as a fraudulent act by the regulations.

The provisions of sub-paragraph *e* of this section shall not apply to a statement made by a broker, security issuer or salesman that the security sold or offered for sale is redeemable or reimbursable by the company which issued it, if such statement is true. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 35; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 8; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 9.

Restriction.

**36.** The Commission may, at any time, on its own authority or following a complaint, make any investigation, question any person, require any information and examine any document or thing, in order to ascertain if a fraudulent act or offence against this act or the regulations has been or is about to be committed.

Interrogation.

It may also authorize in writing any person, including a commissioner, to hold such investigations for it. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 36; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 9.

Authorization.

**37.** The first paragraph of section 6 and sections 9, 10, 11, 12 and 13 of the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11) shall apply, *mutatis mutandis*, to such investigations.

Provisions to apply.

When they are made by a person other than a commissioner, he must take, before a district judge or a member of the Com-

Oath.

de la commission, le serment prévu par l'article 2 de ladite loi, *mutatis mutandis*. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 37; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 10.

Obliga-  
tion de  
répondre,  
etc.

**38.** Une personne appelée à témoigner au cours d'une telle enquête ne peut refuser de répondre, ni de produire un document, un dossier ou un objet pour le motif qu'elle pourrait par là s'incriminer ou s'exposer à une peine ou à des procédures civiles, sauf toutefois les dispositions de la Loi sur la preuve au Canada (S. R. C. 1952, chap. 307). 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 38.

Prise de  
docu-  
ments,  
etc.

**39.** La commission peut prendre possession de tout document, objet ou dossier appartenant ou non à une personne ou compagnie soumise à un enquête et qu'ils soient ou non en la possession de cette personne ou compagnie, lorsqu'elle l'estime nécessaire pour les fins de cette enquête.

Par en-  
quêteur.

Ce pouvoir peut aussi être exercé par tout enquêteur autorisé par la commission et qui doit exhiber son autorisation sur demande.

Excep-  
tion.

Ce pouvoir ne s'étend à aucun document ou dossier que son détenteur, à raison de son secret professionnel, ne saurait être obligé de produire devant les tribunaux de la province. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 39; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 9; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 11.

Compta-  
bles, etc.

**40.** Lorsque la commission le juge à propos pour la bonne conduite d'une enquête, elle peut retenir les services de comptables et autres experts pour examiner des documents, des dossiers et tous autres objets et lui faire rapport de leurs constatations.

Pouvoirs.

Chacun de ces comptables et experts possède, pour les fins de l'enquête, les pouvoirs conférés, par les articles 37, 38 et 39, à la commission et aux enquêteurs. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 40; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 10.

Infrac-  
tion.

**41.** Constitue une infraction l'omission ou le refus, sans excuse légitime, par toute personne ou compagnie

a) de fournir, dans le délai fixé, un renseignement requis par la commission en vertu de la présente loi ou des règlements;

mission, the oath contemplated in section 2 of the said act, *mutatis mutandis*. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 37; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 10.

**38.** A person called upon to testify in the course of such investigation cannot refuse to answer or to produce any document, record or thing on the ground that he might thereby be incriminated or exposed to a penalty or to civil proceedings, subject however to the provisions of the Canada Evidence Act. (R. S. C., 1952, Chap. 307). 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 38.

Obliga-  
tion to  
answer,  
etc.

**39.** The Commission may take possession of any document, object or record belonging or not to a person or company subject to an investigation, and whether or not the same be in the possession of such person or company, whenever the commission deems the same necessary for the purposes of such investigation.

Taking  
docu-  
ments,  
etc.

Such power may also be exercised by any investigator authorized by the commission and who must produce this authorization on demand.

By  
invest-  
igator.

Such power shall not extend to any document or record which the holder thereof owing to his professional secrecy, cannot be compelled to produce before the courts of the Province. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 39; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 9; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 11.

Excep-  
tion.

**40.** Where the Commission deems it necessary for the proper conduct of an investigation, it may retain the services of accountants and other experts to examine documents, records and any other things and to report their findings to it.

Account-  
ants, etc.

Each such accountant and expert shall have, for the purposes of the investigation, the powers conferred on the Commission and investigators by sections 37, 38 and 39. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 40; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 10.

Powers.

**41.** It shall be an offence for any person or company to fail or refuse, without reasonable excuse:

Offence.

(a) to furnish within the specified time any information required by the Commission under this act or the regulations;

Refus de  
répondre,  
etc.

b) au cours d'une enquête conduite par la commission ou un enquêteur, de comparaître, après assignation, ou de rendre témoignage, ou de répondre aux questions, ou de produire un document, une pièce ou un objet dont la production est requise, ou de permettre l'examen ou la prise de possession de documents, de biens, de dossiers ou d'objets par les comptables ou experts visés à l'article 40, ou de répondre aux questions posées par ces comptables ou experts. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 41; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 11; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 10.

Idem.

**42.** Toute omission ou tout refus sans excuse légitime de faire une chose prescrite par l'article 41

a) autorise la commission à décider, sans autre preuve, qu'un acte frauduleux a été commis, et par qui, relativement à l'opération qui fait l'objet de l'enquête;

b) constitue pour les fins d'une poursuite pour infraction à l'article 41, une preuve *prima facie* de la commission d'une telle infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 42.

Pouvoirs  
de la com-  
mission  
au cas  
d'enquête.

**43.** Lorsque la commission fait une enquête ou est sur le point de faire ou d'ordonner une enquête, ou qu'elle est en enquête, ou qu'elle est en possession d'une information sérieuse à l'effet qu'une personne ou une compagnie a commis un acte frauduleux, ou qu'elle a décrété la suspension ou l'annulation d'un enregistrement, ou que des procédures criminelles impliquant à son avis un commerce de valeurs mobilières sont intentées ou sur le point de l'être, elle peut, par écrit ou par télégramme,

a) ordonner à toute personne ou compagnie ayant dans la province le dépôt, le contrôle ou la garde de fonds ou de valeurs mobilières de la personne ou de la compagnie concernée, de garder ces fonds ou valeurs mobilières en fidécommiss jusqu'à ce que la commission révoque cet ordre, totalement ou en partie;

b) interdire à toute personne ou compagnie qui doit être ou qui est accusée, ou examinée au cours d'une enquête, de retirer de tels fonds ou valeurs mobilières des mains d'une autre personne ou com-

(b) in the course of an investigation by the Commission or an investigator, to appear after summons or to give evidence, or to answer questions, or to produce any document, paper or thing the production whereof is required, or to permit the examination or the taking possession of documents, property, records or things by the accountants or experts contemplated in section 40, or to answer the questions put by such accountants or experts. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 41; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 11; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 10.

Refused  
to an-  
swer,  
etc.

**42.** Any failure or refusal, without reasonable excuse, to do anything required by section 41

(a) shall authorize the Commission to decide without further evidence, that a fraudulent act has been committed, and by whom, respecting the operation under investigation;

(b) shall constitute, for the purposes of a prosecution for an offence against section 41, *prima facie* evidence that such offence has been committed. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 42.

Idem.

**43.** When the Commission makes or is about to make or order an investigation or is in possession of serious information to the effect that a person or company has committed a fraudulent act, or when it has ordered the suspension or cancellation of any registration, or when criminal proceedings involving, in its opinion, any trading in securities are instituted or about to be instituted, it may, in writing or by telegram:

Powers of  
Commis-  
sion in  
case of  
investi-  
gation.

(a) order any person or company having in the Province on deposit or under control or for safe-keeping any funds or securities of the person or company in question, to hold such funds or securities in trust until such order is revoked in whole or in part by the Commission;

(b) prohibit any person or company, about to be or actually accused or examined in the course of an investigation, from withdrawing any such funds or securities from the possession of any



pagnie qui les a en dépôt, sous sa garde ou son contrôle, ou de faire le commerce ou autrement se départir de fonds ou de valeurs mobilières qui lui ont été confiées par ses clients ou d'autres personnes ou compagnies;

c) ordonner à toute compagnie ou autre corporation, société ou personne louant habituellement des coffres de sûreté, coffres-forts ou compartiments de coffre-fort, de ne permettre l'ouverture ou le déplacement d'un coffre de sûreté, coffre-fort ou compartiment de coffre-fort loué à une personne ou à une compagnie désignée dans l'ordonnance de la commission, à moins qu'il ne soit dressé, par les soins et sous la surveillance du locateur du coffre de sûreté, coffre-fort ou compartiment de coffre-fort en question, ou du représentant autorisé de ce locateur, un procès-verbal en triplicata constatant l'ouverture du coffre, coffre-fort ou compartiment en question et contenant une liste complète et détaillée de tous les titres, documents, sommes d'argent et autres objets quelconques s'y trouvant, et qu'un exemplaire, certifié exact par le locateur ou son dit représentant, n'en soit transmis à la commission;

d) dans le cas du paragraphe c, enjoindre au locateur en question de ne permettre l'enlèvement ou le déplacement d'aucun des titres, documents, sommes d'argent ou objets trouvés dans ledit coffre de sûreté, coffre-fort ou compartiment de coffre-fort, jusqu'à ce qu'elle en ait reçu l'autorisation de la commission.

Restriction. Cet ordre ou cette interdiction ne s'applique, quant aux banques ou aux compagnies de prêts ou de fidéicommis, qu'aux bureaux, succursales ou agences qui y sont spécifiés.

Idem. Aucun ordre ou interdiction de cette nature ne s'applique, à moins que le contraire n'y soit expressément stipulé, aux fonds ou valeurs mobilières déposées dans un bureau de compensation de bourse, ni aux valeurs en voie de transfert par l'entremise d'un agent de transfert.

Infraction. L'omission, sans excuse raisonnable, ou le refus de se conformer à cet ordre ou à cette interdiction constitue une infraction.

Ordres, etc., applicables. Les ordres, interdictions et injonctions visés ci-dessus s'appliquent également aux fonds et valeurs mobilières reçus

other person or company having them on deposit, under control or for safe keeping, or from trading in or otherwise parting with funds or securities entrusted to him or it by customers or other persons or companies;

(c) order any company or other corporation, firm or person habitually leasing safety deposit boxes, safes or compartments in safes, not to permit the opening or removal of a safety deposit box, safe or compartment in a safe leased to a person or company mentioned in the order of the Commission, unless a minute, stating that such safety deposit box, safe or compartment has been opened and containing a complete and detailed list of all the securities, documents, sums of money and all other things found therein, is drawn up in triplicate, at the instance and under the supervision of the lessor of such safety deposit box, safe or compartment in a safe, or the authorized representative of such lessor, and a copy thereof, certified true by the lessor or his said representative, has been sent to the Commission;

(d) in the case of sub-paragraph c, order the lessor in question not to permit any of the securities, documents, sums of money or things found in the said safety deposit box, safe or compartment in a safe to be taken away or moved until so authorized by the Commission.

Such order or prohibition, in the case of banks or loan or trust companies, shall apply only to the offices, branches or agencies mentioned therein.

No such order or prohibition shall apply, unless the contrary is expressly stipulated therein, to funds or securities deposited in a stock exchange clearing house, or to securities in process of transfer through a transfer agent.

Failure, without reasonable excuse, or refusal to comply with such order or prohibition shall constitute an offence.

The orders, prohibitions and injunctions above contemplated shall also apply to funds and securities received in trust,

en fidéicommiss, en dépôt ou pour garde par une personne ou une compagnie postérieurement à l'émission de tels ordres, interdictions et injonctions et jusqu'à ce que ceux-ci soient révoqués, totalement ou en ce qui concerne ces fonds ou valeurs mobilières. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 44; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 12; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 12.

Précisions.

**44.** Toute personne ou compagnie recevant un ordre donné ou une interdiction faite par la commission en vertu de l'article 43 peut, si elle a des doutes quant à l'identité des fonds ou valeurs mobilières qui y sont visés, obtenir de la commission des précisions à ce sujet, de manière à pouvoir se rendre compte avec exactitude de quels fonds ou valeurs mobilières il s'agit. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 45.

Recours.

**45.** Aucun ordre ou interdiction émanant de la commission sous l'empire de l'article 43 ne doit être interprété comme privant qui que ce soit de son recours devant les tribunaux pour faire reconnaître son droit de propriété aux fonds ou valeurs mobilières visés par cet ordre ou cette interdiction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 46; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 13.

Avis.

**46.** Lorsque, à la connaissance de la commission, des procédures criminelles impliquant, à son avis, un commerce de valeurs mobilières, sont intentées ou sur le point de l'être, elle peut, par lettre ou télégramme, en donner avis au registraire de toute division d'enregistrement ou au ministre des richesses naturelles, en mentionnant les noms des personnes ou des compagnies inculpées ou qui doivent l'être et en désignant les immeubles ou les droits miniers auxquels se rapportent les valeurs mobilières concernées.

Enregistrement.

Cet avis doit être enregistré par le registraire ou au ministère des richesses naturelles, selon le cas, et par la suite nulle transaction concernant ces immeubles ou droits miniers ne doit être enregistrée tant que cet avis n'a pas été révoqué. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 47.

Confirmation de transaction.

**47.** Tout courtier qui, comme agent d'un client, a acheté ou vendu pour lui

on deposit or for safe keeping by a person or company after the issuing of such orders, prohibitions and injunctions and until they are revoked, in whole or as regards such funds or securities. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 44; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 12; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 12.

**44.** Any person or company in receipt of an order given or prohibition made by the Commission under section 43, if in doubt as to the identity of the funds or securities to which the same relates, may obtain, from the Commission, particulars in this respect in order to ascertain precisely what funds or securities are involved. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 45.

**45.** No order or prohibition issued by the Commission under section 43 shall be interpreted as depriving any person or company of his recourse to the courts to enforce his right of ownership in the funds or securities contemplated by such order or prohibition. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 46; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 13.

**46.** When, to the knowledge of the Commission, criminal proceedings involving, in its opinion, any trading in securities are instituted or about to be instituted, it may, by letter or telegram, give notice thereof to the registrar of any registration division or to the Minister of Natural Resources, mentioning the names of the persons or companies accused or about to be accused and specifying the immoveables or mining rights to which the securities concerned relate.

Such notice must be registered by the registrar of the registry office or in the Department of Natural Resources, as the case may be, and thereafter no transaction respecting such immoveables or mining rights shall be registered as long as such notice has not been revoked. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 47.

#### REGULATION OF BROKERAGE

**47.** Every broker who, as agent for a customer, has bought or sold securities

Confirmation of transaction.

#### RÉGLEMENTATION DU COURTAGE

des valeurs mobilières ou qui, comme principal, a acheté des valeurs d'un client ou lui en a vendu doit lui envoyer ou délivrer sans délai une confirmation par écrit de la transaction, indiquant s'il a agi comme agent ou principal, ainsi que

- a) le nombre et la description de ces valeurs mobilières;
- b) le prix d'achat ou de vente, selon le cas;
- c) la commission, s'il en est, payable sur l'achat ou la vente;
- d) le jour de la transaction.

Infrac-  
tion.

Le défaut de se conformer, sans excuse raisonnable, aux dispositions du présent article constitue une infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 48; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 14; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 13.

Registre.

**48.** Tout courtier doit tenir un registre indiquant, outre les renseignements mentionnés à l'article 47:

- a) le nom de la personne ou de la compagnie de laquelle ou à laquelle ou par l'entremise de laquelle des valeurs mobilières ont été achetées ou vendues;
- b) le nom du vendeur ayant agi comme mandataire, agent ou employé du courtier ou pour le compte de celui-ci, dans le cas de chaque vente;
- c) dans le cas d'un membre d'une bourse, les heures entre lesquelles une transaction a eu lieu et le nom de la bourse où elle a été conclue.

Détails  
à fournir.

Tout courtier doit, en tout temps au cours des deux ans qui suivent une transaction, fournir à son client, à demande, les détails de la transaction mentionnée aux paragraphes *a* et *b* ci-dessus. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 48*a*; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 15; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 14.

Registre.

**49.** Toute bourse doit tenir un registre indiquant le moment de chaque transaction faite par son entremise et fournir à tout client d'un de ses membres, sur production d'une confirmation écrite d'une transaction effectuée avec ce membre, les détails relatifs au moment de la transaction, ainsi qu'un certificat constatant la vérité ou la fausseté des faits mentionnés dans la confirmation, pourvu que la transaction dont il s'agit n'ait pas été effectuée plus de deux ans auparavant.

for such customer or who, as principal, has bought securities from a customer or has sold securities to him, shall without delay send or deliver to him a written confirmation of the transaction, indicating whether he acted as agent or principal, and also

- (a) the quantity and description of such securities;
- (b) the purchase or sale price, as the case may be;
- (c) the commission, if any, payable on the purchase or sale;
- (d) the date of the transaction.

Failure, without reasonable excuse, to comply with the provisions of this section shall constitute an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 48; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 14; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 13.

Offence.

**48.** Every broker shall keep a record showing, in addition to the information mentioned in section 47:

- (a) the name of the person or company from, to or through whom or which securities were bought or sold;
- (b) the name of the salesman having acted as mandatary, agent or employee of the broker or for the latter in the case of each sale;
- (c) in the case of a member of a stock exchange, the hours between which the transaction took place and the name of the stock exchange on which it was effected.

Every broker, at any time within two years after a transaction, must furnish his customer, on demand, with the details of the transaction mentioned in the foregoing sub-paragraphs *a* and *b*. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 48*a*; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 15; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 14.

Details  
to be fur-  
nished.

**49.** Every stock exchange shall keep a record showing the time of each transaction made through such stock exchange and shall supply to any customer of any of its members, upon production of a written confirmation of any transaction with such member, particulars of the time of such transaction together with a certificate establishing the truth or falsity of the facts mentioned in the confirmation, provided the transaction concerned was not effected more than two years previously.

Register.

Infrac-  
tion.

Toute contravention à une disposition du présent article constitue une infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 49.

Every contravention of a provision of this section shall constitute an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 49.

Permis-  
sion  
requis.

**50.** Sous réserve de l'article 52, aucune émission de valeurs mobilières ne peut, dans cette province, faire l'objet d'une première vente, offre de vente ou distribution dans le public, avant que la commission l'ait permis, même si la personne, la compagnie ou l'entreprise, existante ou projetée, y compris une entreprise minière quelconque, par laquelle ou pour le compte ou le bénéfice de laquelle cette émission est faite, est domiciliée ou a son siège social hors de la province.

**50.** Subject to section 52, no issue of securities shall, in this Province, be the object of an initial sale, offer of sale or distribution to the public before the Commission has permitted trading, even if the person, company or undertaking, existing or proposed, including any mining undertaking, by or on behalf of or for the benefit of whom or of which such issue is made, is domiciled or has its corporate seat outside the Province.

Ventes,  
etc., hors  
de la  
province.

La vente, l'offre de vente ou la distribution de valeurs mobilières faites d'un endroit quelconque de la province à des personnes, sociétés, compagnies ou corporations ayant leur domicile, leur résidence ou leur place d'affaires hors de la province sont réputées, pour les fins du présent article, être une vente, une offre de vente ou une distribution faite dans la province.

The sale, offer of sale or distribution of securities made in any part of the Province to persons, firms, companies or corporations having their domicile, residence or place of business outside the Province are deemed, for the purposes of this section, to be a sale, offer of sale or distribution made in the Province.

Vente de  
contrôle.

Dans le cas d'une émission d'actions de compagnie ayant déjà fait l'objet d'une première vente ou distribution dans le public, mais qui sont détenues par une personne ou une compagnie, ou par un groupe de personnes ou de compagnies agissant de concert, dans une proportion représentant le contrôle de la compagnie ou la majorité des actions d'une catégorie particulière de son fonds social, la permission de la commission doit également être obtenue pour les vendre, les offrir en vente ou les distribuer de nouveau dans le public, en bloc ou dans une proportion comportant le contrôle de la compagnie ou de la catégorie particulière d'actions concernée, que telles vente, offre ou distribution soient faites directement, comme principal, ou qu'elles le soient indirectement, par l'entremise d'un agent, courtier ou vendeur.

In the case of an issue of corporate shares which have already been the object of an initial sale or distribution to the public, but which are held by a person or company, or by a group of persons or companies acting together, to an extent representing the control of the company or the majority of a particular class of shares of its capital stock, the permission of the Commission must also be obtained to sell, offer for sale or distribute them again to the public, *en bloc* or to an extent representing the control of the company or of the particular class of shares concerned, whether such sale, offer or distribution be made directly as principal or indirectly through an agent, broker or salesman.

Rensei-  
gnements  
requis.

Si, dans le cas de l'alinéa précédent, le ou les détenteurs des actions qui désirent en faire une nouvelle vente ou distribution dans le public ne peuvent obtenir de la compagnie de laquelle émanent ces actions tous les renseignements dont ils ont besoin, soit pour préparer leur prospectus, soit pour satisfaire aux demandes d'informa-

If, in the case of the preceding paragraph, the holder or holders of the shares wishing to sell or distribute them again to the public cannot obtain from the company which issued such shares all the information they require, either to prepare their prospectus or to meet the Commission's demands for information,

	<p>tions de la commission, celle-ci peut ordonner à la compagnie de fournir aux détenteurs de ces actions tous les renseignements qu'elle juge nécessaires à ces fins.</p> <p>En outre, si les détenteurs de ces actions n'ont pu obtenir toutes les signatures requises pour le prospectus et si la commission est convaincue qu'ils ont fait tous les efforts raisonnables à ce sujet et que l'absence d'une partie des signatures ne préjudiciera à personne, elle peut, à sa discrétion, dispenser les détenteurs de ces actions de celles des signatures qui manquent au prospectus, à telles conditions qu'elle juge à propos de déterminer.</p>	<p>the Commission may order the company to give the holders of such shares all the information it deems necessary for such purpose.</p> <p>Furthermore, if the holders of such shares have been unable to obtain all the signatures required for the prospectus and the Commission is satisfied that they have made all reasonable efforts to do so and that the lack of some of the signatures will not prejudice anyone, it may, at its discretion, exempt the holders of such shares from obtaining such of the signatures to the prospectus as are lacking, on such conditions as it may deem it expedient to prescribe.</p>
Signatures.		Signatures.
Conditions.	<p>La commission peut, lorsqu'elle le juge opportun, soumettre l'octroi de cette permission à des conditions qu'elle détermine.</p>	<p>The Commission, whenever it deems it expedient, may grant such permission subject to such conditions as it may impose.</p>
Pas de garantie.	<p>Cette permission ne comporte, de la part de la commission, aucune garantie quelconque de l'exactitude du prospectus, ni de la valeur des titres émis, ni aucune recommandation à leur sujet. La commission peut la révoquer, à sa discrétion, en tout temps qu'elle le juge à propos dans l'intérêt public.</p>	<p>Such permission shall not imply any guarantee by the Commission as to the accuracy of the prospectus or the value of the securities issued or any recommendation respecting them. The Commission may revoke it, at its discretion, at any time when it deems it to be in the public interest so to do.</p>
Avis préalable à vente.	<p>Aucun courtier, ni aucune autre personne ou compagnie ne peuvent vendre, offrir en vente ou distribuer dans le public des valeurs mobilières sujettes aux dispositions du présent article avant d'en avoir donné avis par écrit à la commission.</p>	<p>No broker or other person or company shall sell, offer for sale or distribute to the public any securities subject to the provisions of this section before giving written notice thereof to the Commission.</p>
Décision.	<p>Celle-ci a le pouvoir de décider en dernier ressort si une vente, une offre de vente ou une distribution de valeurs mobilières sont sujettes aux dispositions du présent article.</p>	<p>The Commission shall have power to decide in last resort if a sale, offer for sale or distribution of securities is subject to the provisions of this section.</p>
Exemption d'enregistrement.	<p>Nonobstant les dispositions ci-dessus du présent article, la commission peut, dans les cas où elle le juge à propos, accorder une exemption d'enregistrement pour la vente de valeurs mobilières visées par le présent article. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 50; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 12; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 15.</p>	<p>Notwithstanding the foregoing provisions of this section, the Commission, in cases where it deems it expedient to do so, may grant an exemption from registration for the sale of securities contemplated by this section. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 50; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 12; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 15.</p>
Infraction.	<p><b>51.</b> Tout courtier, émetteur de valeurs mobilières ou vendeur qui fait un commerce de valeurs mobilières à l'égard desquelles les prescriptions de l'article 50 n'ont pas été observées se rend coupable d'une infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 51.</p>	<p><b>51.</b> Any broker, security issuer or salesman who makes any trade in securities respecting which the requirements of section 50 have not been observed shall be guilty of an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 51.</p>



Excep-  
tions.

**52.** Les dispositions des articles 50 et 51 ne s'appliquent pas

a) aux transactions et valeurs mobilières visées par les articles 20 et 21;

b) aux émissions de valeurs mobilières qui doivent être autorisées par la Régie de l'électricité et du gaz;

c) lorsqu'il y a exemption d'enregistrement en vertu de l'article 20 ou de l'article 21. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 52; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 13; 7-8 Eliz. II, c. 11, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 16.

**52.** The provisions of sections 50 and 51 shall not apply

(a) to the transactions and securities contemplated by sections 20 and 21;

(b) to issues of securities which must be authorized by the Electricity and Gas Board;

(c) when there is an exemption of registration under section 20 or section 21. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 52; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 13; 7-8 Eliz. II, c. 11, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 16.

Prospectus.

**53.** Toute émission de valeurs mobilières sujettes à l'application de l'article 50 doit, à moins que la commission n'en décide autrement, être accompagnée d'un prospectus, dactylographié, polycopié ou imprimé, contenant, au sujet de la personne, de la compagnie ou de l'entreprise concernée, un exposé complet des faits pertinents selon que prescrit par les règlements.

**53.** Every issue of securities which is subject to the application of section 50 must, unless the Commission otherwise determines, be accompanied by a type-written, polygraphic or printed prospectus containing respecting the person, company or undertaking concerned, a full disclosure of relevant facts as prescribed by the regulations.

Copies  
à la com-  
mission.

Des exemplaires de ce prospectus doivent être fournis à la commission, au nombre qu'elle spécifie.

Copies of such prospectus must be furnished to the Commission in such number as it may specify.

Permis  
pour dis-  
tribuer.

Aucun prospectus ne doit être distribué dans le public, ni aucune copie remise à un acheteur éventuel ou en perspective d'une valeur mobilière à laquelle ce prospectus se rapporte, à moins que la commission n'en ait permis la distribution, préalablement et par écrit.

No prospectus shall be distributed to the public, nor shall any copy be remitted to an eventual or prospective purchaser of a security to which such prospectus relates, unless the Commission has previously permitted the distribution thereof in writing.

Copie à  
tout  
acheteur.

Un exemplaire de ce prospectus, après que la distribution en a été permise, doit être remis, par le courtier ou l'émetteur, à tout acheteur de valeurs mobilières sujettes à l'application de l'article 50, au plus tard lors de la confirmation de la vente et avant tout paiement, en espèces ou autrement, du prix de vente des valeurs mobilières.

A copy of such prospectus, after distribution thereof has been permitted, shall be remitted, by the broker or issuer, to every purchaser of securities subject to the application of section 50, at or before the confirmation of the sale and before any payment, in cash or otherwise, of the price of sale of the securities.

Infrac-  
tion.

Toute violation d'une disposition quelconque du présent article constitue une infraction.

Any violation of any provision whatsoever of this section constitutes an offence.

Revision.

La commission peut exiger que ce prospectus soit révisé ou remplacé même après qu'une permission a été accordée en vertu de l'article 50, lorsqu'elle le juge nécessaire pour la protection du public. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 53; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 17.

The Commission may require that such prospectus be revised or replaced, even after permission has been granted under section 50, when it deems it necessary for the protection of the public. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 53; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 17.

Avis  
requis.

**54.** Aucun courtier, émetteur de valeurs mobilières ou vendeur n'a le droit de faire le commerce de valeurs mobilières

**54.** No broker, security issuer or salesman shall be entitled to trade in securities before he has received written

	avant d'avoir reçu un avis écrit de son enregistrement.	notice of his registration.
Idem.	Aucun conseiller financier n'a le droit d'exercer une activité en cette qualité avant d'avoir reçu un tel avis.	No investment counsel shall be entitled to engage in any activity as such before he has received such notice.
Déclaration prohibée.	Aucun courtier, émetteur de valeurs mobilières, conseiller financier ou vendeur ne doit déclarer, directement ou indirectement, qu'il est enregistré sous les dispositions de la présente loi, ni exhiber à qui que ce soit l'original ou une copie d'un document ou d'une lettre reçue d'un officier de la commission à ce sujet, ni annoncer son enregistrement de quelque autre manière, sauf en donnant aux personnes qui l'interrogent à ce propos la réponse qu'il est enregistré sous tel nom et tel numéro.	No broker, security issuer, investment counsel or salesman shall declare, directly or indirectly, that he is registered under the provisions of this act, or exhibit to any person the original or a copy of any document or letter received from an officer of the Commission on such subject, or announce his registration in any other manner, except by replying to persons questioning him on the subject that he is registered under such a name and such a number.
Représentations interdites.	Aucune personne ou compagnie ne doit faire de représentation, verbale ou écrite, à l'effet que la commission a approuvé la situation financière, la compétence, la capacité, la conduite ou les opérations d'un courtier, d'un émetteur de valeurs mobilières, d'un conseiller financier ou d'un vendeur, ou qu'elle s'est prononcée sur la valeur d'un titre constituant une valeur mobilière.	No person or company shall make any representation, written or oral, that the Commission has approved the financial standing, competence, ability, conduct or operations of a broker, security issuer, investment counsel or salesman or that it has passed upon the merits of a security.
Infraction.	Toute contravention à une disposition du présent article constitue une infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 54; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 18.	Every contravention of a provision of this section shall constitute an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 54; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 18.
Consentement requis.	<b>55.</b> Nul vendeur ne peut faire le commerce de valeurs mobilières pour un courtier ou émetteur de valeurs mobilières autre que celui pour lequel il est enregistré comme vendeur, à moins que le consentement écrit du courtier ou émetteur de valeurs mobilières pour lequel il est enregistré n'ait été remis à la commission et que celle-ci n'ait enregistré ce vendeur pour le compte de l'autre courtier ou émetteur de valeurs mobilières.	<b>55.</b> No salesman shall trade in securities for a broker or security issuer other than the one for whom he is registered as a salesman, unless the written consent of the broker or security issuer for whom he is registered has been filed with the Commission and the latter has registered him as a salesman for the other broker or security issuer.
Infraction.	Le défaut de se conformer, sans excuse raisonnable, aux dispositions du présent article constitue une infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 55; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 19.	Failure, without reasonable excuse, to comply with the provisions of this section shall constitute an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 55; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 19.
Ventes prohibées.	<b>56.</b> Le courtier qui achète et porte sur marge, pour un client, des valeurs mobilières d'une compagnie ou d'une entreprise quelconque, au Canada ou ailleurs, ne doit pas vendre, ni faire vendre, pour le bénéfice d'un compte dans lequel	<b>56.</b> A broker who buys and carries on margin, for a customer, securities of any company or undertaking in Canada or elsewhere, must not sell or cause to be sold, for any account in which he has a direct or indirect interest, securities of

il est directement ou indirectement intéressé, des valeurs mobilières de cette même compagnie ou entreprise qu'il détient également sur marge, si une telle vente devait avoir pour effet de réduire, à un montant inférieur à celui que le courtier doit porter pour tous ses clients, le montant des valeurs mobilières ou des droits ou intérêts qu'il a en sa possession ou sous son contrôle, pour ce client, dans le cours ordinaire des affaires. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 56.

Ventes  
prohibées.

**57.** Les prescriptions de l'article 56 s'appliquent également

a) si le courtier est une société dont un membre ou un employé est intéressé directement ou indirectement dans le compte pour le bénéfice duquel de telles valeurs mobilières seraient vendues;

b) si le courtier est une compagnie et qu'un administrateur, un officier ou un employé de cette compagnie ait un pareil intérêt dans ce compte. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 57.

such company or undertaking which he also holds on margin, if such sale would have the effect of reducing below the amount which the broker should be carrying for all his customers, the amount of securities, rights or interest which he has in his possession or under his control, for such customer, in the ordinary course of business. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 56.

**57.** The requirements of section 56 shall also apply: Sales  
prohibited.

(a) if the broker is a firm of which a member or an employee has a direct or indirect interest in the account for which such securities would be sold;

(b) if the broker is a company, and a director, officer or employee thereof has a similar interest in such account. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 57.

Contrat  
nul.

**58.** Au cas de vente par le courtier, ou par son associé ou l'employé de la société dont il fait partie, ou par un administrateur, un officier ou un employé de la compagnie agissant comme courtier, de valeurs mobilières visées à l'article 56, dans les circonstances énoncées audit article ou à l'article 57, le client lésé peut, à son gré, tenir pour nul son contrat en vertu duquel le courtier a acheté pour lui de telles valeurs mobilières et recouvrer du courtier le montant qu'il lui a payé, avec intérêt, ainsi que les valeurs mobilières par lui déposées, en garantie ou autrement, entre les mains du courtier.

Avia.

Le client peut exercer par avis conforme aux dispositions de l'article 29 ce droit de tenir pour nul son contrat avec le courtier.

Infrac-  
tion.

Toute vente de valeurs mobilières en violation de l'article 56 ou de l'article 57 constitue en outre une infraction de la part du courtier.

L'action en recouvrement prévue par le premier alinéa du présent article se prescrit par un an à compter du jour où le client a eu connaissance d'une telle vente. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 58.

**58.** In case of a sale by the broker, or by his partner or the employee of the firm of which he is a member, or by any director, officer or employee of the company acting as a broker, of securities contemplated in section 56, in the circumstances stated in the said section or in section 57, the injured customer may, if he so desires, treat as null his contract under which the broker purchased such securities for him and recover from the broker the amount he paid to him, with interest, together with the securities deposited by him with the broker as security or otherwise. Contract  
null.

The customer may exercise such right of treating his contract with the broker as null, by notice in conformity with the provisions of section 29. Notice.

Every sale of securities in contravention of section 56 or section 57 shall also constitute an offence on the part of the broker. Offence.

The action in recovery provided for in the first paragraph of this section is prescribed after one year dating from the day when the client became aware of such sale. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 58.

Conven-  
tion nulle.

**59.** Toute convention inconciliable avec quelque disposition des articles 56, 57 ou 58 est nulle et sans effet. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 59.

Recours.

**60.** Tout procédé visé au paragraphe g de l'article 35 donne à la partie qui en subit un préjudice grave un recours en rescision de la transaction, sous réserve de tout autre recours légal qui peut lui appartenir.

Action.

L'action en rescision peut être intentée devant le tribunal civil de juridiction compétente du domicile de la partie lésée. Elle se prescrit par un an à compter de la date de la transaction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 60.

Démarches pro-  
hibées.

**61.** Toute démarche à la résidence d'un particulier pour faire le commerce de valeurs mobilières est prohibée et constitue une infraction.

Vente  
annulable.

Toute vente ou transaction de valeurs mobilières conclue avec un particulier lors ou à la suite d'une démarche à une résidence est annulable au gré de ce particulier.

Action en  
annula-  
tion, etc.

L'action en annulation et en répétition du montant payé, s'il en est, résultant d'une vente ou d'une transaction visée à l'alinéa précédent peut être intentée devant le tribunal civil de juridiction compétente du domicile du demandeur. Elle se prescrit par un an à compter de la date de la vente ou de la transaction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 61; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 20.

Définition:  
«résidence»;

**62.** Pour les fins de l'article 61,  
a) le mot « résidence » désigne toute bâtisse ou partie de bâtisse dans laquelle l'occupant réside, en permanence ou temporairement, ainsi que tout local qui en dépend, à l'exclusion d'un bureau d'affaires;

«particulier»;

b) le terme « particulier » ne comprend pas les amis personnels intimes ou les associés en affaires du courtier ou du vendeur, ni les clients avec lesquels il fait habituellement commerce;

«démarche».

c) l'expression « démarche » comprend les visites, les sollicitations écrites et les communications téléphoniques ou télégraphiques, émanant d'un endroit situé ou non dans la province, sauf, dans le cas de

**59.** Any agreement inconsistent with any provision of sections 56, 57 or 58 shall be null and void. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 59. Agreement null.

**60.** Any proceeding contemplated in paragraph g of section 35 shall entitle the party seriously prejudiced to proceed in rescission of the transaction, under reserve of any other legal recourse which he may have. Recourse.

The action in rescission may be brought before the civil court of competent jurisdiction of the domicile of the injured party. It shall be prescribed by one year from the date of the transaction. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 60. Action.

**61.** Any representation made at the residence of an individual with a view to trading in securities is prohibited and constitutes an offence. Representations prohibited.

Any sale or transaction in securities made with an individual upon or following any representations made at a residence is annulable at the option of such individual. Sale annulable.

The action in annulment and in recovery of the amount paid, if any, resulting from a sale or transaction contemplated in the preceding paragraph, may be brought before the civil court of competent jurisdiction of the domicile of the plaintiff. It shall be prescribed by one year from the date of the sale or transaction. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 61; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 20. Action in annulment, etc.

**62.** For the purposes of section 61,  
(a) the word "residence" means any building or part of a building in which the occupant resides, permanently or temporarily, and any premises appurtenant thereto, excepting a business office; Definition:  
"residence";

(b) the term "individual" shall not include close personal friends or business associates of the broker or salesman, or customers with whom he habitually trades; "individual";

(c) the expression "representations" includes visits, written solicitations and telephonic or telegraphic communications from a place situated in the Province or not, except, in the case of telephonic or "representations".

communications téléphoniques ou télégraphiques, s'il s'agit de fournir à une personne des renseignements qu'elle a elle-même demandés. Cette expression ne comprend cependant pas l'envoi par la poste d'invitations à souscrire à l'achat de valeurs mobilières ou d'offres de vente de telles valeurs, pourvu que ces invitations ou offres soient accompagnées d'un prospectus répondant aux exigences de l'article 53, ni l'envoi de communications adressées par une compagnie aux détenteurs enregistrés de ses titres, pourvu que dans chacun de ces cas de telles invitations, offres ou communications soient faites de bonne foi et ne constituent pas un acte frauduleux ou une tentative de commettre un acte frauduleux au sens de l'article 35. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 62.

telegraphic communications, if it is a matter of supplying to a person informations that he has himself requested. This expression shall not include however the sending by mail of invitations to subscribe for the purchase of securities or of offers to sell such securities, provided that such invitations or offers be accompanied with a prospectus meeting the requirements of section 53, nor the sending of communications addressed by a company to the registered holders of its securities, provided that in each of such cases, such invitations, offers or communications be made in good faith and be not a fraudulent act or an attempt to commit a fraudulent act within the meaning of section 35. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 62.

Ordre  
d'inter-  
diction.

**63.** La commission peut, en tout temps, émettre un ordre d'interdiction à un courtier, à un vendeur, à un émetteur de valeurs mobilières ou à toute personne ou compagnie, enregistrés ou non, de faire le commerce de valeurs mobilières ou d'une ou de plusieurs catégories de valeurs mobilières qu'elle détermine, même après l'octroi d'une permission en vertu de l'article 50.

**63.** The Commission may at any time issue an order prohibiting a broker, salesman, security issuer or any person or company, registered or not, from trading in securities or in one or more classes of securities which it may determine, even after authorization under section 50.

Prohi-  
biting  
order.

Commer-  
ce  
interdit.

A compter de la réception de cet ordre, le courtier, le vendeur, l'émetteur de valeurs mobilières ou la personne ou compagnie à qui cet ordre est adressé doit s'abstenir, tant qu'il n'a pas été révoqué, de faire le commerce de valeurs mobilières ou de toute catégorie de valeurs mobilières indiquée dans l'ordre d'interdiction.

From and after receipt of such order, the broker, salesman, security issuer or person or company to whom or which such order is addressed must refrain, so long as it is not repealed, from trading in securities or in any class of securities indicated in the prohibitory order.

Trade  
prohi-  
bited.

Infrac-  
tion.

Toute transaction de valeurs mobilières en violation de cet ordre constitue une infraction.

Any transaction in securities made in contravention of such order shall constitute an offence.

Offence.

Recours  
en injonc-  
tion.

Sous réserve de toute sanction et de tout autre recours prévus par la présente loi ou par toute autre loi, la commission peut, dans le cas de contravention à un ordre d'interdiction donné en vertu du présent article, intenter tout recours en injonction devant la Cour supérieure pour contraindre le contrevenant à cesser de faire le commerce de valeurs mobilières ou de toute catégorie de valeurs mobilières mentionnée dans l'ordre d'interdiction.

Subject to any penalty or other recourse provided by this act or any other law, the Commission, in the case of contravention of a prohibitory order made under this section, may take any proceeding by way of injunction before the Superior Court to compel the offender to cease trading in securities or in any class of securities mentioned in the prohibitory order.

Injunc-  
tion.

Instance.

La demande d'injonction constitue une instance par elle-même; elle n'a pas besoin d'être accompagnée de l'émission d'un bref d'assignation.

The application for an injunction shall constitute an action in itself; it need not be accompanied by the issue of a writ of summons.

Action.



Cautionnement non requis. Règles applicables.

Aucun cautionnement n'est exigible pour l'émission de l'injonction, intérimaire ou interlocutoire.

Au surplus, l'instance en injonction prévue par le présent article est sujette à l'application des règles du Code de procédure civile concernant l'injonction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 63; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 21.

No security shall be exigible for the issue of the injunction, whether interim or interlocutory.

The injunction proceedings provided for by this section shall also be subject to the application of the rules of the Code of Civil Procedure respecting injunctions. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 63; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 21.

Security not required.

Rules applicable.

#### COMPTABILITÉ, VÉRIFICATION ET RENSEIGNEMENTS

#### ACCOUNTS, AUDIT AND INFORMATION

Définition:

**64.** Pour les fins des articles 65 à 76, les termes ci-après ont, à moins que le contexte n'impose un sens différent, la signification suivante:

« bourse »: a) « bourse »: une bourse ayant son siège social dans la province;

« comité exécutif »: b) « comité exécutif »: le conseil d'administration, le comité d'administration et tout autre comité de direction d'une bourse dans la province;

« membre »: c) « membre »: un courtier membre d'une bourse telle que ci-dessus définie, ainsi qu'une société ou compagnie représentée dans une telle bourse;

« vérificateur de courtier », « vérificateur »: d) « vérificateur de courtier » ou « vérificateur »: un comptable ou une société de comptables chargés de la vérification des livres et comptes de membres d'une bourse au sens du présent article et dont le nom est inscrit sur la liste des vérificateurs de courtier dressée par le comité exécutif. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 64; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 22.

État financier.

**65.** Un état financier des affaires de tout membre d'une bourse doit être établi, à ses frais, au moins une fois par année. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 65; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 23.

Vérification annuelle.

**66.** Le comité exécutif doit voir à ce que les livres de tout membre soient vérifiés au moins une fois par année et il doit, de temps à autre, pour les fins de cette vérification, dresser une liste de vérificateurs de courtier choisis parmi les comptables exerçant leur profession dans la province depuis au moins cinq ans.

Choix du comité exécutif. Chacun des vérificateurs doit vérifier les livres des membres que lui désigne le comité exécutif.

Changement d'instructions.

Celui-ci peut en tout temps modifier ses instructions à ce sujet et charger d'autres vérificateurs de faire ce travail à la place de ceux qu'il avait déjà nommés.

**64.** For the purposes of sections 65 to 76, the following terms, unless the context requires a different interpretation, shall have the following meaning:

(a) "stock exchange": a stock exchange having its place of business in the Province;

(b) "executive committee": the board of directors, managing committee and any other governing committee of a stock exchange in the Province;

(c) "member": a broker who is a member of a stock exchange as above defined, as well as a partnership or company represented on such stock exchange;

(d) "brokers' auditor" or "auditor": an accountant or firm of accountants charged with auditing the books and accounts of members of a stock exchange within the meaning of this section and whose name is on the panel of brokers' auditors drawn up by the executive committee. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 64; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 22.

Definition:

"stock exchange".

"executive committee".

"member".

"brokers' auditor", "auditor".

**65.** A financial statement of the affairs of every member of a stock exchange shall be prepared, at his expense, at least once a year. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 65; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 23.

Financial statement.

**66.** The executive committee shall see that the books of every member are audited at least once a year and shall prepare from time to time, for the purposes of such audit, a panel of brokers' auditors, chosen from amongst the accountants who have been practising their profession in the Province for at least five years.

Each auditor shall audit the books of the members assigned to him by the executive committee.

The executive committee may at any time change its instructions in that regard and direct other auditors to do such work instead of those already appointed.

Annual auditing.

Choice of executive committee.

Changing of instructions.

Vérificateur inhabile.

Aucun vérificateur ne peut vérifier les livres d'un membre dont il est un officier ou employé. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 66; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 24.

No auditor shall audit the books of a member of which or of whom he is an officer or employee. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 66; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 24. Auditor barred.

Frais de vérification.

**67.** Les frais de vérification, de rapport ou d'états payés au vérificateur par une bourse, pour la vérification des affaires d'un membre, doivent lui être remboursés immédiatement par ce dernier.

**67.** The expenses of audit, report or statement paid to the auditor by a stock exchange, for auditing the affairs of a member, must be repaid to it forthwith by the latter. Expenses of audit.

Remboursement.

La bourse a, pour le remboursement de ces frais, un privilège sur le siège que détient ou contrôle ce membre. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 67; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 25.

For the repayment of such expenses, the stock exchange shall have a privilege upon the seat held or controlled by such member. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 67; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 25. Repayment.

Devoir du vérificateur de courtier.

**68.** Tout vérificateur de courtier doit, une fois par année, et plus souvent si les règlements de la bourse l'exigent, vérifier l'actif et le passif et examiner la situation financière de tout membre dont il a été chargé de vérifier les livres et soumettre un bilan et un rapport indiquant l'état des affaires de ce membre.

**68.** Every brokers' auditor shall, once a year and oftener if the rules of the stock exchange so require, audit the assets and liabilities and investigate the financial situation of every member whose books he has been instructed to audit, and submit a balance sheet and a report showing the position of the business and affairs of such member. Duties of brokers' auditor.

Idem.

Il fait en outre toutes autres vérifications et prépare tous autres états et rapports qu'il juge opportuns ou que le comité exécutif requiert.

He shall also make all such further audits and prepare all such further statements and reports as he may think advisable or as the executive committee may require. Idem.

Idem.

De plus, tout membre doit soumettre au comité exécutif tous états et rapports financiers que la bourse peut requérir en vertu de ses règlements.

Furthermore, every member shall submit to the executive committee all financial statements and reports as the stock exchange may require under its rules. Idem.

Membre d'une bourse.

Si un membre est en même temps membre d'une bourse ayant son siège d'affaires hors de la province ou est représenté dans une telle bourse, le comité exécutif peut accepter les états et rapports requis par cette dernière pour tenir lieu des états et rapports visés par les alinéas précédents. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 68; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 26.

If a member is at the same time a member of a stock exchange having its place of business outside the Province or is represented on such a stock exchange, the executive committee may accept the statements and reports required by the latter to avail in lieu of the statements and reports provided for by the preceding paragraphs. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 68; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 26. Members of stock exchange.

Demande de vérification.

**69.** Le comité exécutif d'une bourse peut, en tout temps, demander à un vérificateur de faire une vérification ou un rapport général ou spécial sur la totalité ou une partie des affaires ou des opérations d'un membre de cette bourse, ou d'une personne qui en a été membre ou d'une société ou compagnie qui y a été représentée. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 69; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 27.

**69.** The executive committee of a stock exchange may, at any time, require any auditor to make any general or special audit or report upon the whole or any aspect of the business or affairs of a member of such stock exchange or of a person who has been a member thereof or of a firm or company which has been represented thereon. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 69; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 27. Audition required.

Instruc-  
tions.

**70.** Tout vérificateur doit, en faisant une vérification, un rapport ou un état prévu par les articles 68 et 69, se conformer aux instructions qui lui ont été données par le comité exécutif. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 70.

**70.** In making any audit, report or statement contemplated in sections 68 and 69, every auditor shall comply with instructions given to him by the executive committee. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 70.

Instruc-  
tions.Libre  
accès au  
vérifica-  
teur.

**71.** Pour les fins d'une vérification d'un rapport ou d'un état fait en vertu des dispositions des articles 68 et 69, le vérificateur a, de droit, libre accès aux livres de comptes, valeurs mobilières, argent en caisse, comptes de banque, pièces justificatives, correspondance, dossiers et documents de toutes sortes du membre dont les affaires sont vérifiées.

**71.** For the purposes of any audit, report or statement under the provisions of sections 68 and 69, the auditor shall be entitled to free access to the books of account, securities, cash, bank accounts, vouchers, correspondence, records and documents of every description of the member whose affairs are being audited.

Free  
access to  
auditor.Infraac-  
tion.

Se rend coupable d'une infraction tout membre qui entrave ou gêne le vérificateur dans le libre examen des pièces et objets ci-dessus énumérés, ou qui refuse de les mettre à sa disposition, ou qui les cache ou les détruit, en entier ou en partie, ou qui empêche de quelque autre manière le vérificateur de faire librement son travail de vérification. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 71; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 28.

Every member hindering or obstructing the auditor in the free examination of the documents and things above mentioned, or refusing to place the same at his disposal or concealing or destroying the same, in whole or in part, or preventing the auditor in any other manner from freely making his audit, shall be guilty of an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 71; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 28.

Offence.

États  
requis.

**72.** Au cours ou à la fin d'une vérification faite en vertu des articles 68 et 69, le vérificateur doit fournir au comité exécutif les états, rapports et renseignements que celui-ci lui demande relativement aux opérations et aux affaires d'un membre faisant ou ayant fait l'objet d'une vérification.

**72.** During or on the completion of any audit made under sections 68 and 69, the auditor shall furnish the executive committee with such statements, reports and information as it may require of him respecting the operations and affairs of the member whose affairs are being or have been audited.

State-  
ments  
required.Rapport  
spécial.

Il doit, de plus, faire à ce comité un rapport spécial contenant les renseignements particuliers requis par les règlements, règles ou prescriptions de la bourse, ainsi que tous autres renseignements que ce vérificateur croit utile de fournir dans l'intérêt public. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 72; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 29.

He shall also make a special report to such committee containing the particular information required by the by-laws, rules or regulations of the stock exchange and any further information which the auditor deems it to be in the public interest to supply. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 72; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 29.

Speci-  
al  
report.Examen  
sous  
serment.

**73.** Toute personne autorisée par écrit à cette fin par un comité exécutif peut examiner sous serment tout membre d'une bourse et tout officier, associé ou employé de ce membre sur toute matière dont il est question dans un rapport de vérificateur de courtier.

**73.** Any person thereto authorized in writing by an executive committee may examine under oath any member of a stock exchange and any officer, partner or employee of such member upon any matter arising out of any report of a brokers' auditor.

Exami-  
nation  
under  
oath.Pouvoirs  
de l'en-  
quêteur.

Pour les fins de cette enquête, la personne ainsi autorisée possède tous les pouvoirs conférés à un enquêteur par l'article 37.

For the purposes of such inquiry the person so authorized shall have all the powers conferred upon an investigator by section 37.

Powers  
of inves-  
tigator.

Infraction.

Toute personne examinée en vertu du présent article et qui omet de répondre à la personne autorisée à l'examiner ou qui refuse de lui fournir les renseignements et les pièces que cette dernière requiert se rend coupable d'une infraction. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 73; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 30.

Any person examined under this section who fails to answer the person authorized to examine him or who refuses to furnish the examiner with the information and documents which he requires shall be guilty of an offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 73; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 30.

Changements exigés.

**74.** Un comité exécutif peut demander, par écrit, à tout membre, pendant ou après une vérification de ses affaires, de modifier, compléter ou remplacer son système de comptabilité ou de dossiers. Ce membre est alors tenu de se conformer à cette demande dans le délai fixé par le comité exécutif. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 74; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 31.

**74.** An executive committee may, in writing, require any member, during or after an audit of his or its affairs, to alter, supplement or replace its system of book or record keeping. Such member shall then be bound to comply with such requirements within the delay fixed by the executive committee. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 74; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 31.

Suspension pour refus d'obéir.

**75.** Lorsqu'un membre d'une bourse omet de se conformer à une demande faite par le comité exécutif en vertu de l'article 74 ou par une personne nommée par celui-ci en conformité de l'article 73, le comité exécutif peut expulser ou suspendre, pour le temps qu'il fixe, ce membre ou la personne qui le représente à la bourse. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 75; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 32.

**75.** Where any member of a stock exchange fails to comply with any requirements made by the executive committee under section 74 or by a person appointed by it in accordance with section 73, the executive committee may expel or suspend for such time as it determines such member or the person representing such member on the stock exchange. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 75; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 32.

Expulsion ou suspension.

**76.** Le comité exécutif peut expulser ou suspendre, pendant telle période qu'il détermine, tout membre d'une bourse qui retient, détruit, cache ou refuse de communiquer à un vérificateur les pièces qu'il requiert ou refuse de lui donner les renseignements raisonnables qu'il demande pour les fins de sa vérification ou de son rapport sur les affaires de ce membre, ou qui omet de se conformer à une demande faite, en vertu de l'article 74, par le comité exécutif ou par une personne nommée par celui-ci en conformité de l'article 73. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 76.

**76.** The executive committee may expel or suspend, for such period as it may determine, any member of a stock exchange who withholds, destroys, conceals or refuses to make available to an auditor the documents he requires, or refuses to give him information reasonably required by him for the purpose of his audit or report on the affairs of such member or, who fails to comply with any requirement made under section 74 by the executive committee or by any person appointed by it in accordance with section 73. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 76.

État financier annuel.

**77.** Un état financier des affaires de tout courtier qui n'est pas membre d'une bourse ou n'y est pas représenté doit être établi, à ses frais, au moins une fois par année, conformément aux articles 78 et 80. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 77; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 14.

**77.** A financial statement of the affairs of any broker who is not a member of a stock exchange or who is not represented thereon must be made, at his own expense, at least once in each year, in accordance with the provisions of sections 78 and 80. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 77; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 14.

État préparé par comptable.	<b>78.</b> Cet état est préparé par un comptable dont le courtier retient et rémunère lui-même les services, mais dont le choix doit être approuvé par la commission. Un exemplaire doit en être remis avec diligence à cette dernière. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 78; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 15.	<b>78.</b> Such statement shall be prepared by an accountant retained and paid by the broker himself, but his choice must be approved by the Commission. A copy of such statement shall be delivered with diligence to the Commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 78; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 15.	Statement prepared by accountant.
État financier supplémentaire.	<b>79.</b> Tout courtier non membre d'une bourse ou qui n'y est pas représenté est en outre tenu de fournir à la commission tout état financier qu'elle juge à propos d'exiger en sus de celui prévu par les articles 77 et 78. 3-4 Eliz. II, c. 71, a. 79; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 16.	<b>79.</b> Every broker who is not a member of a stock exchange or who is not represented thereon must also furnish to the Commission any financial statement which the latter deems it advisable to require, in addition to that provided for by sections 77 and 78. 3-4 Eliz. II, c. 71, s. 79; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 16.	Additional financial statement.
Délai.	<b>80.</b> Ces états financiers doivent être fournis aux dates et dans les délais fixés par la commission.	<b>80.</b> Such financial statements must be furnished on the dates and within the delays fixed by the Commission.	Delay.
Exactitude.	Ils sont préparés en la manière qu'elle détermine et leur exactitude doit être attestée par le courtier lui-même, ou par deux associés dans le cas d'une société, ou par deux administrateurs s'il s'agit d'une compagnie. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 80; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 17.	They shall be prepared in the manner determined by the Commission and their accuracy must be certified by the broker himself, or by two partners in the case of a firm, or by two directors in the case of a company. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 80; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 17.	Accuracy.
Rapport supplémentaire.	<b>81.</b> Tout courtier non membre d'une bourse et qui n'y est pas représenté est tenu de fournir à la commission, à demande, tout rapport ou renseignement supplémentaire qu'elle requiert. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 81; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 18.	<b>81.</b> Every broker who is neither a member of a stock exchange nor represented thereon shall furnish to the Commission, on demand, any additional report or information which it may require. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 81; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 18.	Additional report.
Livres de comptes requis.	<b>82.</b> Tout courtier qui n'est pas membre d'une bourse ou n'y est pas représenté doit tenir des livres de comptes où sont entrés <i>a)</i> ses recettes et ses dépenses, avec indication de la provenance des recettes et des objets auxquels se rapportent les dépenses; <i>b)</i> ses achats et ses ventes de valeurs mobilières; <i>c)</i> les noms et adresses des personnes de qui il achète ou à qui il vend des valeurs mobilières, ainsi que les détails de ces transactions; <i>d)</i> un état de son actif et de son passif; <i>e)</i> une mention de toutes les valeurs mobilières qu'il détient, en tout temps, pour lui-même ou pour d'autres, avec indication séparée de chaque compte de clients pour qui il détient ces valeurs mobilières.	<b>82.</b> Every broker who is neither a member of a stock exchange nor represented thereon must keep books of account in which are entered: <i>(a)</i> his receipts and expenditures, indicating the sources of the receipts and the purposes to which the expenditures relate; <i>(b)</i> his purchases and sales of securities; <i>(c)</i> the names and addresses of the persons from whom he purchases or to whom he sells securities and the details of such transactions; <i>(d)</i> a statement of his assets and liabilities; <i>(e)</i> a mention of all the securities which he holds, at all times, for himself or for others, with a separate indication of each account of clients for whom such securities are held.	Books of account required.



Où tenus. Ces livres de comptes doivent être tenus au principal bureau d'affaires du courtier dans la province, à moins qu'il n'ait obtenu de la commission une autorisation écrite de les tenir ailleurs. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 82.

Such books of account must be kept at the main business office of the broker in the Province, unless he has obtained written authorization from the Commission to keep them elsewhere. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 82. <sup>Where to be kept.</sup>

## RÈGLEMENTS ET INFRACTIONS

## REGULATIONS AND OFFENCES

Règle-  
ments.

**83.** Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à adopter

a) les règlements prévus par le sous-paragraphe *b* du paragraphe 11° de l'article 1, l'article 10, le paragraphe *c* de l'article 14, le paragraphe *h* de l'article 20, le paragraphe *d* de l'article 21, le paragraphe *d* de l'article 22, le quatrième alinéa de l'article 24, l'article 28, le paragraphe *j* de l'article 35 et l'article 53, qu'il juge opportun d'édicter dans l'intérêt public;

b) tout autre règlement conciliable avec les dispositions de la présente loi pour en assurer l'exécution et le bon fonctionnement.

Infra-  
ction.

Constitue une infraction toute violation d'une disposition de ces règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil qualifie comme telle.

Entrée en  
vigueur  
des règle-  
ments.

Ces règlements et leurs modifications ont force de loi tant qu'ils ne sont pas abrogés, comme s'ils faisaient partie de la présente loi, à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne fixe une date ultérieure à cette fin. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 83; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 33.

Peines  
pour in-  
fractions.

**84.** Toute personne trouvée coupable d'une infraction à une disposition de la présente loi ou des règlements, ou d'un acte frauduleux non punissable en vertu du Code criminel du Canada, doit être condamnée, en outre des frais dans tous les cas, pour une première infraction, à une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus dix mille dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, à un emprisonnement d'au moins deux mois et d'au plus six mois; et, pour toute infraction subséquente, à une amende d'au moins deux mille dollars et d'au plus vingt mille dollars ou à un emprisonnement d'au moins six mois et d'au plus

**83.** The Lieutenant Governor in Council is authorized to make: <sup>in Regulations.</sup>

(a) such regulations contemplated in sub-paragraph *b* of paragraph 11 of section 1, section 10, paragraph *c* of section 14, paragraph *h* of section 20, paragraph *d* of section 21, paragraph *d* of section 22, the fourth paragraph of section 24, section 28, paragraph *j* of section 35 and section 53, as he deems it expedient to make in the public interest;

(b) any other regulation consistent with the provisions of this act to ensure the carrying out and the proper application thereof.

Every contravention of a provision of such regulations which the Lieutenant-Governor in Council characterizes as an offence shall constitute an offence. <sup>Offence.</sup>

Such regulations and their amendments shall have force of law until repealed, as if they formed part of this act, from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, unless a later date is fixed for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 83; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 33. <sup>Coming into force of regulations.</sup>

**84.** Every person convicted of an offence against any provision of this act or the regulations or of any fraudulent act not punishable under the Criminal Code of Canada shall be condemned, in addition to the costs in all cases, for a first offence to a fine of not less than five hundred dollars nor more than ten thousand dollars and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not less than two months nor more than six months; and, for each subsequent offence, to a fine of not less than two thousand dollars nor more than twenty thousand dollars or to imprisonment for not less than six months nor more than two years, <sup>Penalties for offences.</sup>

deux ans, ou aux deux peines à la fois, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, à un emprisonnement d'au moins six mois et d'au plus deux ans.

**Amendes.** Les amendes prévues par l'alinéa précédent doivent également être imposées, en outre des frais, lorsque le contrevenant est une compagnie, mais alors elles peuvent être augmentées, à la discrétion du juge ou du tribunal, jusqu'à concurrence de quinze mille dollars pour une première infraction et de vingt-cinq mille dollars pour toute infraction subséquente et le juge ou le tribunal peut ordonner qu'à défaut du paiement de l'amende et des frais par la compagnie, tels administrateurs, officiers ou employés de la compagnie qu'il désigne soient tenus de les payer, dans la proportion qu'il indique, à défaut de quoi ils soient emprisonnés pour une période d'au moins deux mois et d'au plus six mois, pour une première infraction, et d'au moins six mois et d'au plus deux ans, pour toute infraction subséquente. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 84; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 16.

**Poursuites sommaires.**

**85.** Les peines prévues par l'article 84 sont imposées sur poursuites sommaires suivant la Loi des poursuites sommaires (chap. 35).

La deuxième partie de ladite loi s'applique à ces poursuites.

**Plainte sur plusieurs matières.**

La plainte ou la dénonciation peut, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, se rapporter à plusieurs matières ou à plusieurs infractions. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 85; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 19.

**Par qui intentées.**

**86.** Toute poursuite pour infraction à la présente loi doit être intentée par une personne autorisée par écrit à cette fin par le procureur général ou la commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 86.

**Force probante de certificat.**

**87.** Tout certificat portant la signature du registraire, de la commission ou de l'un de ses officiers et attestant qu'une personne ou une compagnie est ou n'est pas enregistrée, suivant le cas, fait preuve de l'existence ou de l'absence de l'enregistrement de cette personne ou de cette compagnie et généralement de son contenu, dans toute poursuite, civile ou pénale,

or to both penalties at the same time, and in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not less than six months nor more than two years.

The fines provided for in the preceding paragraph must also be imposed, in addition to the costs, when the offender is a company, but they may then be increased, at the discretion of the judge or court, up to fifteen thousand dollars for a first offence and twenty-five thousand dollars for each subsequent offence and the judge or court may order that in default of payment of the fine and costs by the company, such directors, officers or employees of the company as he may designate shall be bound to pay the same in the proportion which he indicates, failing which they shall be imprisoned for a period of not less than two months nor more than six months, for a first offence, and not less than six months nor more than two years for each subsequent offence. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 84; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 16.

**85.** The penalties provided for in section 84 shall be imposed upon summary proceedings under the Summary Convictions Act (Chap. 35).

Part II of said act shall apply to such proceedings.

The complaint or information may, notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, relate to more than one matter or contravention. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 85; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 19.

**86.** Every proceeding for contravention of this act must be brought by a person authorized in writing for such purpose by the Attorney-General or the Commission. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 86.

**87.** Any certificate bearing the signature of the registrar, the Commission or one of its officers and certifying that a person or company is or is not registered, as the case may be, shall be proof of the existence or absence of registration of such person or company and generally of its contents, in any civil or penal proceedings brought under this act. Such

intentée en vertu de la présente loi. Ce certificat fait aussi preuve, *prima facie*, de la signature, de l'autorité et de la qualité de la personne qui l'a signé comme registraire. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 87; 4-5 Eliz. II, c. 29, a. 20.

certificate shall also be *prima facie* evidence of the signature, authority and capacity of the person who signed the same as registrar. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 87; 4-5 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Offense  
criminelle.

**88.** Quiconque conspire avec une ou plusieurs personnes pour commettre une infraction à quelque disposition de la présente loi ou des règlements ou un acte frauduleux au sens de la présente loi non punissable en vertu du Code criminel du Canada est passible des peines prévues par l'article 84. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 88.

**88.** Whosoever conspires with one or more persons to commit any infraction of any provision of this act or of the regulations, or any fraudulent act within the meaning of this act, which is not punishable under the Criminal Code of Canada, shall be liable to the penalties provided in section 84. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 88. Criminal  
offence.

Infrac-  
tion et  
peine.

**89.** Toute personne ou compagnie est partie à une infraction à la présente loi ou aux règlements ou à un acte frauduleux au sens de la présente loi et elle est passible des peines prévues par l'article 84,

**89.** Every person or company is a party to an offence against this act or the regulations or to a fraudulent act within the meaning of this act and liable to the penalties provided in section 84 who or which Offence  
and  
penalty.

(a) si elle fait ou s'abstient de faire quelque chose dans le but d'aider ou d'inciter quelqu'un à commettre cette infraction ou cet acte frauduleux;

(a) does or refrains from doing anything for the purpose of aiding or abetting anyone to commit such offence or fraudulent act;

(b) si elle provoque, induit ou cherche à induire quelqu'un d'une manière quelconque, à commettre cette infraction ou cet acte frauduleux. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 89.

(b) in any manner provokes, induces or attempts to induce anyone to commit such offence or fraudulent act. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 89.

Rembour-  
sement  
des frais  
de l'en-  
quête.

**90.** Lorsque, à la suite d'une enquête faite en vertu de la présente loi, une personne ou une compagnie est trouvée coupable d'une offense criminelle concernant un commerce de valeurs mobilières, d'un acte frauduleux ou d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, la commission peut lui réclamer et recouvrer, par action ordinaire devant le tribunal compétent, le remboursement des frais de l'enquête, y compris ceux de procureur et ceux de tout comptable ou expert chargé de l'examen des documents ou dossiers relevant de cette enquête. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 90; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 17.

**90.** Wherever, upon an investigation under this act, a person or company is convicted of a criminal offence respecting any trade in securities, of a fraudulent act or of any offence against this act or the regulations, the Commission may claim and recover from such person or company, by ordinary action before the competent court, repayment of the cost of the investigation, including attorneys' costs and the costs of any accountant or expert charged with the examination of documents or records in relation to such investigation. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 90; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 17. Repay-  
ment of  
cost of  
investi-  
gation.

Mandat  
d'arres-  
tation  
émanant  
d'une  
autre  
province.

**91.** Lorsqu'un magistrat ou un juge d'une autre province a émis un mandat pour l'arrestation, dans la province de Québec, d'une personne accusée d'avoir enfreint une disposition d'une loi de cette

**91.** Where a magistrate or judge of another province has issued a warrant for the arrest, in the Province of Quebec, of any person accused of violating any provision of a law of such other province Warrant  
of arrest  
issued  
in other  
province.

autre province concernant le commerce de valeurs mobilières, un juge des sessions ou un juge de district de la province de Québec peut, sur preuve satisfaisante de l'authenticité de la signature du magistrat ou du juge qui a émis le mandat, y apposer son visa, sous sa signature, autorisant l'exécution de ce mandat.

Autorisation d'exécuter.

Tout mandat ainsi visé confère, à celui qui en est le porteur et à ceux auxquels il a été originairement transmis et à tout constable ou agent de la paix dans la province, l'autorisation de l'exécuter et de conduire, hors de la province ou en tout endroit de cette province, la personne arrêtée en vertu de ce mandat. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 91.

respecting trading in securities, a judge of the sessions or a district judge of the Province of Quebec, upon satisfactory proof of the authenticity of the signature of the magistrate or judge who issued the warrant, may stamp his endorsement under his signature, authorizing the execution of such warrant.

Every warrant so endorsed shall be sufficient authority to the bearer of the warrant and to those to whom it was originally delivered and to any constable or peace officer in the Province to execute it and to take the person arrested under such warrant out of or to any place in this Province. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 91.

Authorization to execute.

## DIVERS

Listes requises.

**92.** Toute bourse et toute association de courtiers établies dans la province doivent, chaque année, entre le quinze mars et le quinze avril, remettre à la commission, quant à une bourse, une liste de ses membres et des compagnies ou sociétés qui y sont représentées et, quant à une association de courtiers, une liste des personnes et des compagnies qui en font partie.

Changements.

Toute bourse et toute association de courtiers doivent par la suite informer la commission des changements qui surviennent dans la composition de ces listes, dès qu'ils se produisent. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 92; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 34.

Effet rétroactif.

**93.** La commission peut, dans le cas d'une compagnie qui, de bonne foi et avec excuse raisonnable au jugement de la commission, a vendu des actions de son fonds social ou d'autres valeurs mobilières émanant d'elle ou en a autrement disposé sans avoir demandé l'enregistrement alors requis par la loi, lui accorder un enregistrement pour valoir comme s'il avait été octroyé au temps de la vente ou de la disposition de ses actions ou autres valeurs mobilières.

Réserve.

La commission ne doit cependant pas accorder un tel enregistrement si elle est d'avis que l'enregistrement alors requis par la loi aurait dû être refusé à la compagnie, si elle l'avait demandé. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 93; 5-6 Eliz. II, c. 34, a. 18; 8-9 Eliz. II, c. 51, a. 35.

## MISCELLANEOUS

**92.** Every stock exchange and every association of brokers established in the Province must, in each year, between the fifteenth of March and the fifteenth of April, deliver to the Commission, in the case of a stock exchange, a list of its members and of the companies or partnerships represented upon it and, in the case of an association of brokers, a list of the persons and companies that are members thereof.

Lists to be furnished.

Every stock exchange and association of brokers must thereafter inform the Commission of the changes that occur in the composition of such lists, as soon as such changes occur. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 92; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 34.

Changes.

**93.** In the case of a company which, in good faith and with reasonable excuse in the judgment of the Commission, sold shares of its capital stock or other securities issued by it, or otherwise disposed thereof without having applied for the registration then required by law, the Commission may grant it registration to avail as if it had been allowed at the time of the sale or disposal of its shares or other securities.

Retroactive effect.

However, the Commission must not grant such registration if it is of the opinion that the company would have had to be denied the registration then required by law if it had applied for the same. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 93; 5-6 Eliz. II, c. 34, s. 18; 8-9 Eliz. II, c. 51, s. 35.

Exception.

Obser-  
vance.

**94.** Le secrétaire de la province est chargé d'assurer l'observance de la présente loi. 3-4 Eliz. II, c. 11, a. 95; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 15.

**94.** The Provincial Secretary shall have charge of the observance of this act. 3-4 Eliz. II, c. 11, s. 95; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 15.

Obser-  
vance.